

BACCALAURÉAT 2026

SADAoui ANNONCE UN TAUX DE RÉUSSITE NATIONAL DE 56,18 %

● Le ministre de l'Education nationale, M. Mohammed Seghir Sadaoui, a annoncé, dimanche à Alger, que le taux national de réussite à l'examen du Baccalauréat (session juin 2026) s'est établi à 56,18 %.

P.2



ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Lundi 28 Muhharam 1448-13 Juillet 2026 - N° 1343 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

TENUE HIER D'UNE RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

A L'ORDRE DU JOUR NOTAMMENT L'ÉCOSYSTÈME DES START-UP, LE TOURISME ET LES ACCORDS AVEC LE NIGER ET LE TCHAD

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à des exposés portant notamment sur le portail national des services numériques, le suivi de la mise en œuvre des accords de coopération avec le Niger et le Tchad, le développement de l'écosystème des start-up, ainsi qu'un exposé sur la saison touristique, indique un communiqué du Conseil des ministres.

P.3



LIGNE MINÈRE EST

DJELLAoui ORDONNE UN RENFORCEMENT DES CHANTIERS POUR RESPECTER LES DÉLAIS

● Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a instruit, dimanche, le renforcement des chantiers de la ligne minière Est par des entreprises supplémentaires et des moyens de réalisation additionnels, afin d'accélérer les travaux et de livrer le projet dans les délais prévus, selon un communiqué du ministère.

P. 4

ELECTRICITÉ

NOUVEAU PIC DE CONSOMMATION ENREGISTRÉ DIMANCHE APRÈS-MIDI

● La consommation nationale de l'énergie électrique a enregistré, dimanche après-midi, un nouveau pic record de 21176 mégawatts, a indiqué le directeur de l'information et de la communication au ministère de l'Energie et des Energies renouvelables, M.Khalil Hedna.

P. 4

INCENDIE DE COMPTEURS ÉLECTRIQUES À OUED TLELAT

RELOGEMENT DES DEUX FAMILLES SINISTRÉES DANS DE NOUVEAUX LOGEMENTS

● Les deux familles touchées par l'incendie qui s'est déclaré au niveau de compteurs électriques, suivi d'une explosion dans la nuit de samedi à dimanche à Oued Tlelat, ont été relogées, dimanche soir à Oran, dans de nouveaux logements situés dans la même commune, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

P. 4

BACCALAURÉAT 2026

SADAOUI ANNONCE UN TAUX DE RÉUSSITE NATIONAL DE 56,18 %

Le ministre de l'Education nationale, M. Mohammed Seghir Sadaoui, a annoncé, dimanche à Alger, que le taux national de réussite à l'examen du Baccalauréat (session juin 2026) s'est établi à 56,18 %.

Par Halim Derdar

Au cours d'un point de presse, M. Sadaoui a indiqué que 588.611 élèves scolarisés se sont présentés aux épreuves du baccalauréat cette année, parmi lesquels 327.029 ont réussi.

Concernant les candidats libres, ils étaient au nombre de 287.612, dont 97.000 reçus, ce qui correspond à un taux de réussite de 43,31 %.

Au total, 1.232 candidats, scolarisés et libres confondus, ont décroché la mention Excellent (moyenne égale ou supérieure à 18), pendant que 21.800 candidats ont obtenu la mention Très Bien (moyenne comprise entre 16 et 18).

Le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a adressé ses félicitations aux premiers lauréats à l'échelle nationale de l'examen du baccalauréat (session 2026).

Il a contacté par téléphone les candidats classés aux premières places au niveau national, pour leur exprimer ses vives félicitations pour les résultats remarquables qu'ils ont réalisés.

A titre indicatif, l'élève Guerroumi Bouchra Hibat Allah, du lycée "Chahid Bouzira Ahmed" de la wilaya de Tiaret, s'est classée première à l'échelle nationale à l'examen du baccalauréat avec une moyenne de 19,26 en filière Mathématiques techniques. La deuxième place revient à Nasrallah Yaqin, native de la wilaya de Tébessa et scolarisée au lycée des mathématiques de Kouba (Alger), avec une moyenne de 19,21, tandis que la troisième place est occupée par l'élève Saal Zineb Douaa, du groupe scolaire privé "El Macir" d'El Achour (Alger), avec une moyenne de 19,16 en filière sciences expérimentales.

Pour ce qui est des écoles des Cadets de la Nation, le cadet Guedrez Ziad s'est classé premier avec une moyenne de 18,97 en filière Sciences expérimentales.

A cette occasion, le ministre a fait part de sa fierté quant aux résultats honorables obtenus par les lauréats, soulignant que cette excellence résulte du sérieux, de la persévérance, ainsi que des bonnes conditions garanties par la communauté éducative et l'école, tout en les incitant à poursuivre sur la voie de l'excellence.

Dans la même perspective, M. Sadaoui a



rendu hommage au rôle des parents d'élèves dans l'accompagnement et le soutien apportés à leurs enfants jusqu'à cette réussite remarquable.

M. Sadaoui a assuré que la mobilisation conjointe des différents acteurs de la famille éducative ainsi que des parents d'élèves a permis d'obtenir des résultats "positifs", qui se sont concrétisés par une progression du taux de réussite aux examens du Baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen (BEM). Il a précisé que "la stabilité ayant marqué l'année scolaire a contribué à l'obtention de taux de réussite élevés au Baccalauréat, atteignant 56,18 %, enregistrant ainsi une progression par rapport à l'année scolaire précédente (51,57 %)".

Il en est de même pour l'examen du BEM, pour lequel "le taux de réussite le plus élevé depuis le recouvrement de la souveraineté nationale a été enregistré cette année, atteignant 65,19 %", a-t-il ajouté. Selon le ministre, ces résultats favorables s'expliquent par plusieurs éléments, notamment "la mobilisation conjointe de l'ensemble des acteurs de la famille éducative dont les enseignants, les administrateurs, les inspecteurs, ainsi que les parents d'élèves et le partenaire social". L'ensemble de ces efforts a permis de "réunir les conditions favorables à l'amélioration du niveau pédagogique et à

l'élévation des taux de réussite".

A cette occasion, le ministre a réitéré sa volonté de poursuivre les efforts destinés à améliorer le système éducatif, à travers la mise en œuvre de plusieurs mesures, notamment le renforcement de la formation des ressources humaines, l'actualisation des connaissances et des programmes afin de les adapter aux évolutions en cours, en particulier par la formation d'enseignants dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) et la maîtrise de langues étrangères, et par la mise à disposition des ressources humaines nécessaires.

Concernant le classement national des wilayas, M. Sadaoui a indiqué que la wilaya de Tizi Ouzou a maintenu la première place aux épreuves du Baccalauréat, avec un taux de réussite de 67,15 %, suivie de la wilaya de Relizane (66,97 %), puis de celle de Chlef (66,07 %).

Concernant les résultats du Baccalauréat par filière, le ministre de l'Education nationale a évoqué des "disparités", certaines filières, comme Lettres et philosophie, ayant connu une hausse du taux de réussite, et d'autres ayant enregistré "un léger recul". La filière Arts a affiché un taux de réussite de 100 %.

H.D

PRISE EN CHARGE DES DOLÉANCES DES CITOYENS À DISTANCE JOURNÉE D'INFORMATION SUR LA PLATEFORME NUMÉRIQUE INSAT À MÉDÉA

Par Malika Azeb

La plateforme « INSAT » (écoute), lancée par le ministère de la Poste et des Télécommunications, est dédiée à la prise en charge des doléances et requêtes des citoyens, en leur permettant de déposer leurs réclamations, propositions et demandes de rendez-vous liées aux services postaux et aux télécommunications électroniques. Une journée d'information sur cette plateforme a été organisée dimanche au siège de l'antenne de Médéa de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM).

Le responsable de l'antenne locale, Youcef Bouhella, a affirmé que cette journée, placée sous le slogan « INSAT, ton chemin numérique pour l'introduction des recours en toute transparence et facilité », est organisée dans le

but de vulgariser la nouvelle plateforme numérique destinée au traitement à distance des différentes préoccupations des demandeurs d'emploi, qu'il s'agisse de recours, de plaintes ou de requêtes formulées par les personnes inscrites auprès de l'ANEM.

Il a également indiqué que l'objectif de cette journée d'information est de permettre aux demandeurs d'emploi de connaître les multiples services offerts, le mode d'utilisation de la plateforme, ainsi que les conditions d'introduction des recours et des requêtes.

Il a ajouté que la plateforme garantit une prise en charge rapide des demandes introduites par les demandeurs d'emploi, qui n'auront plus besoin de se déplacer au niveau de l'antenne locale ou de ses différentes annexes opérationnelles à travers la wilaya.

M. Bouhella a précisé qu'une fois sur la

plateforme, les demandeurs d'emploi n'auront qu'à introduire leurs coordonnées personnelles (numéro d'identité, téléphone et adresse) pour accéder aux cases réservées aux services proposés (recours, plainte, requête) et fournir les informations demandées. Les demandes sont aussitôt prises en charge par la structure dont dépend géographiquement le demandeur, qui recevra ensuite une réponse à sa demande sous forme de notification.

Enfin, le même responsable a souligné que la plateforme encourage le recours aux moyens technologiques pour le traitement et la prise en charge des dossiers des demandes d'emploi, et contribue aussi à l'amélioration du service public et des prestations offertes aux citoyens.

MA

TENUE HIER D'UNE RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES A L'ORDRE DU JOUR NOTAMMENT L'ÉCOSYSTÈME DES START- UP, LE TOURISME ET LES ACCORDS AVEC LE NIGER ET LE TCHAD

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à des exposés portant notamment sur le portail national des services numériques, le suivi de la mise en œuvre des accords de coopération avec le Niger et le Tchad, le développement de l'écosystème des start-up, ainsi qu'un exposé sur la saison touristique, indique un communiqué du Conseil des ministres, dont voici la traduction APS :



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, ce jour, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à des exposés portant notamment sur les domaines d'exploitation du portail national des services numériques, le suivi de la mise en œuvre des accords de coopération conclus avec les deux pays frères, le Niger et le Tchad, le développement de l'écosystème des start-up, ainsi qu'un exposé sur la saison touristique", lit-on dans le communiqué.

Concernant les domaines d'exploitation du Portail national des services numériques:

- Le président de la République a fixé un délai maximal d'un mois pour réaliser une interconnexion intersectorielle complète, permettant de faciliter l'exploitation des services numériques au profit des citoyens.

- Le président de la République a mis l'accent sur la nécessité de redoubler d'efforts pour accélérer le développement des services numériques, notamment au regard du fort engouement et du succès enregistrés depuis la mise en service du Centre national des données (Data Center).

Concernant le suivi de l'exécution des accords de coopération bilatérale conclus avec les deux pays frères le Niger et le Tchad :

- Le président de la République a mis l'accent sur l'importance majeure qu'accorde l'Algérie au développement des différents projets convenus, dans les plus brefs délais, notamment dans le domaine de la production de l'énergie électrique au profit des citoyens des deux pays frères.

- Le président de la République a précisé que cet attachement procède d'une volonté commune de coopération pour instaurer une base écono-

mique solide, à même de réaliser une forte dynamique de développement et de véritables investissements, au mieux des intérêts communs de l'Algérie, du Niger, du Tchad et de l'ensemble de la région, suivant une vision intégrée.

- Monsieur le Président a chargé le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de superviser une commission sectorielle chargée de suivre, sur le terrain, l'état d'avancement de la concrétisation des différents projets de coopération convenus avec les deux pays frères, dans les délais impartis.

Concernant l'exposé sur l'allocation touristique:

- Compte tenu des dépassements graves ayant entraîné une hémorragie de devises sans que les personnes concernées ne bénéficient de l'allocation touristique, il a été décidé, à titre provisoire, que cette allocation sera versée par le biais de la carte bancaire, et non plus en espèces, afin de mettre un terme aux dépassements constatés.

Concernant l'exposé sur le développement de l'écosystème des startups :

-Le président de la République a salué toutes les initiatives conduites par l'Algérie dans le domaine des startups, qui ont permis à l'expérience algérienne de s'imposer comme un modèle pionnier et crédible suscitant un intérêt croissant de la part des pays africains.

- Le président de la République a ordonné de poursuivre l'appui à la dynamique positive et aux succès réalisés dans ce domaine, en œuvrant, à l'avenir, à associer le secteur privé au financement des projets des start-up, particulièrement dans les domaines les plus sollicités.

- Le président de la République a souligné que le modèle algérien de création et de dévelop-

pement des start-up, suscite aujourd'hui un intérêt africain et international, en ce qu'il génère une dynamique économique et préserve la souveraineté effective de notre jeunesse et de ses entreprises.

Concernant la saison touristique :

- Le président de la République a chargé la ministre du Tourisme d'élaborer un plan d'action complet et efficace portant sur le développement du tourisme algérien et la promotion du tourisme intérieur au

profit de la famille algérienne, notamment le tourisme côtier, en mettant l'accent sur la formation et la spécialisation dans le domaine du tourisme, qu'il s'agisse de tourisme côtier, de montagne ou saharien, d'autant plus que l'Algérie a mis en place, ces dernières années, de nombreuses facilitations, notamment la possibilité d'obtenir le visa directement à l'arrivée dans les aéroports du Sud du pays, sans aucune entrave.

- Le président de la République a en outre insisté sur la nécessité d'exploiter toutes les potentialités touristiques dont regorge notre pays, à travers la coordination et la coopération contribuant à promouvoir

l'image de la diversité et de la richesse civilisationnelle et culturelle de l'Algérie.

- Le président de la République a également chargé le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, ainsi que les ministres de l'Intérieur et des Sports, de préparer la signature d'un accord de jumelage entre les villes de Tipaza et de Kansas City (Etats-Unis), en reconnaissance de l'accueil chaleureux réservé à la délégation officielle et aux supporters algériens lors de la Coupe du monde 2026, et en considération de l'importance des relations algéro-américaines.

RAI/APS

LE TOURISME

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a chargé, dimanche lors de la réunion du Conseil des ministres, la ministre du Tourisme d'élaborer un plan d'action complet et efficace

portant sur le développement du tourisme algérien et la promotion du tourisme intérieur, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres.

Après avoir écouté un exposé sur la saison touristique, "le président de la République a chargé la ministre du Tourisme d'élaborer un plan d'action complet et efficace portant sur le développement du tourisme algérien et la promotion du tourisme intérieur au profit de la famille algérienne, notamment le tourisme côtier, en mettant l'accent sur la formation et la spécialisation dans le domaine du tourisme, qu'il s'agisse de tourisme côtier, de montagne ou saharien, d'autant plus que l'Algérie a mis en place, ces dernières années, de nombreuses facilitations, notamment la possibilité d'obtenir le visa directement à l'arrivée dans les aéroports du Sud du pays, sans aucune entrave", précise-t-on de même source.

Le président de la République a en outre insisté sur "la nécessité d'exploiter toutes les potentialités touristiques dont regorge notre pays, à travers la coordination et la coopération contribuant à promouvoir

l'image de la diversité et de la richesse civilisationnelle et culturelle de l'Algérie".

RAI/APS

A PROPOS DES START-UP

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, dimanche lors de la réunion du Conseil des ministres, de poursuivre l'appui à la dynamique positive et aux succès réalisés dans

ce domaine, en œuvrant, à l'avenir, à associer le secteur privé au financement des projets des start-up, particulièrement dans les domaines les plus sollicités, lit-on dans le communiqué du Conseil des ministres.

Concernant l'exposé sur le développement de l'écosystème des startups, le président de la République a souligné que le modèle algérien de

création et de développement des start-up, "suscite aujourd'hui un intérêt africain et international, en ce qu'il génère une dynamique économique et préserve la souveraineté effective de notre jeunesse et de ses entreprises".

A cette occasion, le président de la République a salué "toutes les initiatives conduites par l'Algérie dans le domaine des startups, qui ont permis à l'expérience algérienne de s'imposer comme un modèle pionnier et crédible suscitant un intérêt croissant de la part des pays africains".

RAI/APS

LIGNE MINIÈRE EST DJELLAOUI ORDONNE UN RENFORCEMENT DES CHANTIERS POUR TENIR LES DÉLAIS

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a instruit, dimanche, le renforcement des chantiers de la ligne minière Est par des entreprises supplémentaires et des moyens de réalisation additionnels, afin d'accélérer les travaux et de livrer le projet dans les délais prévus, selon un communiqué du ministère.

Par Youcef Hamidi

Cette décision a été prise lors d'une réunion de coordination consacrée au suivi de l'avancement de la ligne minière Est Annaba-Bled El-Hadba (Tébessa), longue de 422 km, portant notamment sur les ouvrages d'art ainsi que les travaux de nivellement, d'excavation et de remblayage. Après des exposés détaillés présentés par les entreprises de réalisation et les bureaux d'étude sur l'état d'avancement des différents chantiers, le ministre a souligné la nécessité d'augmenter la cadence de réalisation. Il a demandé d'appuyer les chantiers par



des entreprises supplémentaires et de renforcer les moyens mobilisés, ce qui permettra d'accélérer les travaux, de respecter le calendrier fixé, de préserver les délais de réalisation et, ainsi, d'achever le projet dans les temps impartis, précise le

ministère. Ont pris part à cette réunion les présidents-directeurs généraux et directeurs généraux de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), de l'Entreprise publique des tra-

vaux publics (EPTP), de l'entreprise Cosider-Travaux Publics et de la Société nationale de génie civil et bâtiment (GCB), ainsi que les bureaux d'étude et de suivi chargés du projet.

Y.H

MILA UNE PRODUCTION DE PLUS DE 1,619 MILLION DE QUINTAUX D'AIL RÉALISÉE CETTE SAISON

La wilaya de Mila a réalisé au titre de l'actuelle saison agricole 2025-2026 une production de 1.619.325 de quintaux d'ail, a-t-on appris de la Direction locale des services agricoles.

Selon le chef du service de régulation de la production et d'appui technique de cette direction, Mohamed Bougouiten, cette "quantité importante" a été récoltée sur une superficie globale estimée à 2.887 hectares essentiellement concentrés dans la partie Sud de la wilaya au périmètre d'irrigation de Teleghema comprenant les communes d'Oued Atmania, Oued Seggan, Teleghema et Mechira. La production obtenue cette saison "a dépassé les prévisions des services agricoles" qui prévoyaient une récolte avoisinant 1,55 million de quintaux, selon le même cadre. Cette performance a été favorisée par les conditions climatiques ayant caractérisé cette saison agricole au côté de la maîtrise par les agriculteurs de filière de l'itinéraire technique de cette spéculation dans laquelle "la wilaya de Mila s'affirme en leader à l'échelle nationale", a ajouté la même source. Une partie de cette production, a-t-on expliqué, sera transférée vers les chambres froides pour être stockées dans le cadre du programme de régulation de l'ail.

RA

FINANCES LA CNEP-BANQUE INAUGURE CE LUNDI UNE AGENCE À ILLIZI

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (Cnep-Banque) ouvrira demain lundi une agence commerciale à Illizi, dans le cadre de son plan d'expansion visant à améliorer l'accessibilité à ses services, a indiqué la banque publique dans un communiqué.

Cette nouvelle implantation porte à 232 le nombre d'agences de la Cnep-Banque à travers le territoire national, "illustrant sa volonté de rapprocher ses services de l'ensemble des citoyens", précise la même source.

La nouvelle agence, située dans la rue de l'Emir Abdelkader (commune d'Illizi), met à la disposition de sa clientèle une gamme "complète" de produits et services bancaires relevant de la finance classique ainsi que de la finance islamique.

"Cette ouverture traduit l'engagement de la Cnep-Banque à accompagner le développement des régions, à soutenir la dynamique économique locale et à garantir un accès de proximité à des services bancaires modernes au profit des particuliers, des professionnels et des entreprises", est-il souligné dans le communiqué ajoutant qu'à travers cette nouvelle implantation au coeur du Grand Sud algérien, la banque marque "une étape majeure dans le développement de son réseau"

RA

INCENDIE DE COMPTEURS ÉLECTRIQUES À OUED TLELAT RELOGEMENT DES DEUX FAMILLES SINISTRÉES DANS DE NOUVEAUX LOGEMENTS

Les deux familles touchées par l'incendie qui s'est déclaré au niveau de compteurs électriques, suivi d'une explosion dans la nuit de samedi à dimanche à Oued Tlelat, ont été relogées, dimanche soir à Oran, dans de nouveaux logements situés dans la même commune, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Selon la même source, le wali d'Oran, Brahim Ouchène, a supervisé le relogement des deux familles sinistrées en moins de 24 heures après la sur-

venue de l'incident. Deux logements décents leur ont été attribués dans le quartier des 2.000 logements publics locatifs (LPL) à Oued Tlelat. Pour rappel, l'incendie s'est déclaré au niveau des compteurs électriques situés au rez-de-chaussée d'un immeuble d'habitation composé d'un rez-de-chaussée et de neuf étages, dans le quartier des 3.100 logements à Oued Tlelat. Il a été suivi d'une explosion au deuxième étage, provoquant l'effondrement des murs extérieurs de deux appartements de l'im-

meuble. L'incident a fait 23 blessés, dont six agents de la Protection civile. Les victimes ont reçu les premiers soins sur place avant d'être évacuées vers les établissements hospitaliers d'Oued Tlelat, l'hôpital 1er Novembre 1954 d'Es Senia, l'hôpital des grands brûlés, ainsi que le Centre hospitalo-universitaire (CHU) Docteur Benzerdjeb pour y recevoir les soins nécessaires.

A noter que la plupart des blessés ont quitté les hôpitaux dimanche.

RA

ELECTRICITÉ NOUVEAU PIC DE CONSOMMATION ENREGISTRÉ DIMANCHE APRÈS-MIDI

La consommation nationale de l'énergie électrique a enregistré, dimanche après-midi, un nouveau pic record de 21176 mégawatts, a indiqué le directeur de l'information et de la communication au ministère de l'Energie et des Energies renouvelables, Khalil Hedna. "Suite à la vague de chaleur enregistrée dans plusieurs wilayas du pays, le groupe Sonelgaz a enregistré, dimanche 12 juillet 2026, via sa filiale Sonelgaz-Transport d'électricité et Opérateur du système (S-TOS), un nouveau pic de la demande sur l'électricité, atteignant 21176 mégawatts à 13h00", a précisé M. Hedna. Selon l'intervenant, le pic précédant de la consommation avait été enregistré durant l'été 2025, à savoir 20628 mégawatts, ce qui explique "la hausse continue de la demande sur l'électricité, notamment durant les périodes de canicule".

RA

OFFICE NATIONAL DES DROITS D'AUTEUR ET DES DROITS VOISINS VERSEMENT AVEC EFFET RÉTROACTIF DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE ET DE VIEILLESSE DU PREMIER TRIMESTRE 2026

L'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA) a annoncé, dimanche, le versement au cours de cette semaine avec effet rétroactif, des allocations de retraite complémentaire et de vieillesse du premier trimestre de l'année 2026, découlant de la revalorisation du Salaire national minimum garanti (SNMG), a indiqué un communiqué de l'ONDA. Par ailleurs, les allocations de retraite complémentaire et de vieillesse du deuxième trimestre 2026, calculées sur la base de la nouvelle augmentation en vigueur, ont également été versées, selon la même source.

Cette opération a concerné "740 bénéficiaires" de l'allocation de retraite complémentaire et "120 bénéficiaires" de l'allocation de vieillesse. L'allocation de retraite complémentaire est perçue par les adhérents ayant cotisé au Fonds social de l'ONDA depuis 15 ans accomplis à la date d'admission au bénéfice de la retraite et atteint l'âge légal de la retraite (60 ans). Concernant l'allocation de vieillesse, l'octroi de cette pension est soumis à des conditions liées notamment à l'affiliation et à l'âge légal de la retraite (60 ans). De plus, le bénéficiaire doit avoir un revenu mensuel inférieur à 80 % du SNMG, sans condition d'effectuer la période de service.

RA

SKIKDA

PLUS DE 8.200 DIPLÔMÉS ET UN ÉCOSYSTÈME DE L'INNOVATION EN PLEIN ESSOR

L'université 20 Août 1955 de Skikda a formé, au titre de l'année universitaire 2025-2026, un total de 8.272 diplômés en licence et en master dans différentes spécialités, a indiqué, dimanche, son directeur.

Par Ali Boudefel

Dans son allocution, prononcée lors de la cérémonie de clôture de l'année universitaire en présence du wali, Saïd Akhrouf, des autorités locales, des cadres de l'université et des étudiants majors de promotion, le Pr Toufik Boufendi a précisé que ce total est constitué de 4.607 diplômés en licence et de 3.665 en master.

Concernant le troisième cycle, le nombre d'étudiants inscrits a atteint



526. Par ailleurs, 122 thèses de doctorat ont été soutenues, avec l'intégration de 12 nouveaux cursus, dont huit d'ingénieur d'État et quatre de master.

L'incubateur de l'université a recensé plus de 502 idées de projets, dont 75 ont été examinées à ce jour, ainsi que 15 projets ayant obtenu le label de « projet innovant », trois startups labellisées et 12 projets déposés en vue de l'obtention d'un brevet d'invention. Le même responsable a salué les efforts consentis par l'État pour soutenir les startups et l'innovation, ainsi que l'ouverture de l'université sur son environnement économique et social. Au cours de la cérémonie, les étudiants majors de promotion des cycles licence et master, des enseignants promus, des étudiants porteurs de projets innovants, ainsi que les lauréats des compétitions sportives et culturelles ont été honorés.

A.B

DJELFA

UNIS CONTRE LA DÉSERTIFICATION

Par Yousra Dali

Les participants à une journée d'étude consacrée à la protection des terres et de la vie contre les tempêtes de sable et de poussière ont souligné, dimanche, que la coopération entre les différentes institutions publiques, les centres de recherche et les organismes spécialisés constitue un facteur déterminant dans la lutte contre la désertification en Algérie.

Initiée par la Conservation des forêts et le Centre de recherche en agropastoralisme (CRA-Past), cette rencontre a mis en avant les efforts déployés par divers partenaires, notamment les centres de recherche, les instituts nationaux, la Direction générale des forêts et le Haut-Commissariat au développement de la steppe, à travers plusieurs stratégies nationales, en particulier le

projet du Barrage vert. À ce propos, le conservateur des forêts par intérim, Mustapha Ben Abdelwahab, a rappelé que l'engagement de l'État dans ce domaine s'est concrétisé par la relance du projet de réhabilitation du Barrage vert en octobre 2023, notamment à travers le programme mis en œuvre à Djelfa, qui prévoit la plantation de plus de 16.000 hectares d'arbres forestiers et d'espèces fruitières.

Selon le même responsable, cette rencontre, organisée à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les tempêtes de sable et de poussière (12 juillet), se veut une opportunité de mettre en lumière le rôle stratégique du Barrage vert dans la lutte contre l'ensablement, ainsi que son impact positif sur le cadre de vie, l'environnement et le développement économique des régions concernées.

M. Mohamed Rabhi, cadre au Haut-Commissariat au développement de la steppe (HCDS), a présenté les programmes de son institution destinés à lutter contre les tempêtes de sable et de poussière, notamment à travers l'aménagement des pâturages, l'extension des zones protégées et le développement de barrières naturelles.

Par ailleurs, les représentants des organismes publics ont assisté à une intervention technique du docteur Abdelkamel Sebaa, du Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA) de Biskra, qui a mis en avant les expériences menées dans la lutte contre l'ensablement des infrastructures dans le Sahara algérien, avant la projection d'un film documentaire consacré aux interventions du HCDS dans la lutte contre la désertification.

Y.D

SÉTIF

SÉMINAIRE NATIONAL SUR LA RÉINSERTION SOCIALE DES DÉTENUS

L'université Mohamed-Lamine-Debaghine (Sétif-2) a accueilli dimanche le premier séminaire national sur "la réinsertion sociale des détenus sur le marché du travail" sous le slogan "partenariat véritable et insertion efficace" avec la participation de 250 acteurs du domaine.

"Les services de l'administration pénitentiaire ont enregistré courant 2025 la réinsertion dans le monde de l'emploi de 1.950 détenus libérés", a affirmé le représentant du directeur général de l'administration pénitentiaire, Mohamed Berkoune, dans son allocution à l'ouverture de cette rencontre, organisée par le service extérieur de l'administration pénitentiaire chargé de la réinsertion sociale des détenus à Sétif en partenariat avec l'université Sétif-2 et les deux associations locales "Rabt" de la promotion et de l'animation des mineurs et des jeunes et "Insaf" de défense des droits de l'enfants, sous l'égide de la cour de justice de Sétif.

Le même responsable a ajouté que "les résultats positifs obtenus par les détenus dans les épreuves de baccalauréat, du brevet de l'enseignement moyen, de formation professionnelle et des métiers doivent être poursuivis au terme de leurs peines notamment en matière d'emploi", soulignant qu'"au

cours de la précédente année scolaire 2024/2025, 4.441 détenus ont obtenu le baccalauréat, 2.002 le brevet d'enseignement moyen et 7.242 ont été libérés de leur analphabétisme".

De son côté, le président de la cour de justice de Sétif, Youcef Yakoubi, a indiqué que l'objectif de la réinsertion sociale des détenus est "la protection de la société et la préservation de sa sécurité et stabilité", au travers "de la mise en place de programmes d'éducation, d'enseignement et de formation professionnelle en plus de la prise en charge sanitaire et psychologique du détenu et sa préparation au sein de la société".

Dans le même contexte, le procureur général près la cour de justice de Sétif, Fayçal Zerdazi, a relevé "l'importance de cette rencontre à l'heure des changements que connaît la politique pénale en Algérie qui considère la peine non pas comme un moyen répressif mais plutôt comme un outil de réforme, de réhabilitation et de reconstruction de l'homme de sorte à assurer la sécurité de la société". La rencontre qui s'est déroulée en présence du wali de Sétif, Mustapha Limani, et des autorités civiles et militaires, a donné lieu à la présentation de six interventions par des spécialistes du domaine.

R.R

NÂAMA

LANCEMENT DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT DE LA ZONE INDUSTRIELLE AU RÉSEAU ÉLECTRIQUE

Les travaux de raccordement de la zone industrielle de Harchaïa, dans la commune de Nâama, au réseau électrique ont été officiellement lancés dimanche. Le projet prévoit la réalisation de deux lignes électriques de 6,5 km chacune, à partir d'un poste de transformation électrique de 30/60 kV, a-t-on appris auprès de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya (Sonelgaz).

Le projet est réalisé par la Société algérienne de l'électricité et du gaz – Transport de l'électricité et Gestion du système. Le coup d'envoi des travaux a été donné par le secrétaire général chargé de la gestion des affaires de la wilaya, Messaoud Boulaâras. Les travaux devront être achevés dans un délai de six (6) mois, afin d'assurer l'alimentation en électricité de cette nouvelle zone industrielle, créée récemment pour accueillir de nombreux projets industriels sur une superficie d'environ 150 hectares, a indiqué le directeur de la distribution, Lataoui Yahia.

Le même responsable a ajouté que la zone industrielle bénéficie également d'un projet actuellement en phase d'étude technique. Il s'agit de la réalisation d'un poste de transport et de transformation électrique (30/60 kV), qui sera raccordé et alimenté à partir de la ligne électrique à haute tension (60 kV) reliant Nâama à Mecheria. Il a précisé que cette infrastructure énergétique permettra de renforcer le réseau électrique et de sécuriser l'alimentation en électricité des nombreux investissements prévus dans la zone industrielle de Harchaïa, ainsi que des projets agricoles en cours dans la région.

Enfin, le responsable a souligné que tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés, afin de livrer ces projets dans des délais "records", compte tenu de l'importance accordée par les hautes autorités aux projets de raccordement des zones industrielles, des zones d'activités et des exploitations agricoles au réseau électrique, dans le but d'encourager les investisseurs locaux à créer de la richesse et des emplois.

R.R

AGRO-INDUSTRIE

LA CÔTE D'IVOIRE ACCÉLÈRE LA TRANSFORMATION DE LA NOIX DE CAJOU

En Côte d'Ivoire, la noix de cajou constitue la troisième source de revenus agricoles à l'exportation, derrière le cacao et le caoutchouc naturel. Si le pays poursuit activement l'industrialisation de cette filière, les résultats obtenus mettent en lumière autant les progrès réalisés que les défis qui demeurent.

Par Nawal Bordji

La transformation locale de l'anacarde enregistre de nouvelles performances. D'après les chiffres publiés le 30 juin par le cabinet de conseil agricole N'kalô, les exportations d'amandes de cajou décortiquées ont atteint 44 403 tonnes au cours des cinq premiers mois de l'année, soit une progression de 51 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Grâce à cette évolution, la Côte d'Ivoire s'impose comme le deuxième exportateur mondial d'amandes sur cette période, derrière le Vietnam. Elle est également le seul pays du quatuor de tête, qui comprend aussi l'Inde et le Brésil, à avoir enregistré une hausse de ses ventes, portée par la reprise de la demande européenne et le ralentissement des achats au Moyen-Orient dans un contexte marqué par les tensions régionales.

Cette dynamique reflète avant tout le développement progressif de l'appareil industriel national, qui absorbe désormais une part toujours plus importante de la production locale. Cette année, le Conseil du Coton-Anacarde (CCA) a réservé les mois de février et mars à l'approvisionnement des unités de transformation, rompant avec les pratiques antérieures où les exportations de noix brutes étaient autorisées dès le mois de février.

Cette période privilégiée a permis aux industriels de renforcer leurs achats auprès des producteurs afin



d'assurer le fonctionnement de leurs usines durant le reste de l'année. Si les quantités exactes acquises ne sont pas connues, N'kalô indique que cette forte demande a entraîné une chute des exportations de noix brutes, passées de 390 000 tonnes à 256 000 tonnes sur les cinq premiers mois de 2026. Dès le mois de mai, le cabinet soulignait que la commercialisation nationale avait déjà dépassé le million de tonnes de noix brutes et que plus de 60 % de ces volumes avaient été absorbés par les transformateurs ivoiriens.

Les besoins de l'industrie restent néanmoins considérables. Depuis plus de dix ans, la Côte d'Ivoire a multiplié les investissements privés et les mesures d'encouragement destinées à développer la transformation locale. Parmi elles figurent une prime de 400 FCFA par kilogramme d'amandes exportées ainsi que des exonérations de TVA et de droits de douane sur les équipements industriels et les pièces déta-

chées importées.

Ces efforts ont favorisé une forte progression des capacités nationales. Le nombre d'unités de transformation en activité est passé de 17 en 2016 à 37 en 2025, tandis que la capacité totale installée atteint désormais 830 000 tonnes.

Malgré ces avancées, la filière demeure confrontée à une fragilité majeure : sa forte dépendance à l'égard du Vietnam. Avec 2,49 millions de tonnes importées en 2024, ce pays représente près de 70 % du commerce mondial de la noix de cajou. Depuis une dizaine d'années, il s'est également imposé comme la principale plateforme de réception des amandes semi-finies, appelées « Borma kernels », expédiées depuis la Côte d'Ivoire et plusieurs autres pays d'Afrique de l'Ouest.

Même si les statistiques officielles concernant ce produit intermédiaire restent limitées, N'kalô estime que le Vietnam a absorbé à lui seul près d'un tiers des exporta-

tions ivoiriennes, avec un volume ayant bondi de 160 % pour atteindre 14 410 tonnes. Pour les industriels vietnamiens, cette stratégie est économiquement avantageuse, puisqu'elle permet de concentrer les dernières étapes de transformation sur leur territoire tout en réduisant les coûts d'approvisionnement par rapport à l'importation de noix brutes. En revanche, cette situation place la Côte d'Ivoire dans une position délicate. Durant plusieurs décennies, le commerce mondial du cajou a reposé sur un schéma inchangé : les noix produites en Afrique étaient exportées brutes vers l'Inde ou le Vietnam, où elles étaient transformées avant d'être revendues en Europe et en Amérique du Nord sous forme de produits finis, torréfiés, salés et conditionnés. Si la montée en puissance des usines africaines laisse entrevoir une évolution, l'augmentation des expéditions d'amandes semi-finies vers Hanoï risque finalement de prolonger ce modèle plutôt que de le remettre en cause. Au lieu de renforcer la création de valeur sur le continent, cette orientation pourrait maintenir les producteurs africains sur des activités à faible rentabilité, avec des unités industrielles insuffisamment capitalisées, une main-d'œuvre peu qualifiée et une valeur ajoutée qui continue d'être captée ailleurs au sein de la chaîne mondiale.

Comme le souligne l'expert international de la filière cajou Jim Fitzpatrick, l'exportation des amandes sous forme de « borma » ne favorise pas l'émergence d'une véritable identité africaine du produit. Une fois retravaillées au Vietnam, elles sont commercialisées comme des amandes vietnamiennes. Selon lui, tant que les transformateurs ouest-africains ne disposeront pas de solutions de financement adaptées pour soutenir leur fonds de roulement, ils resteront largement tributaires du marché vietnamien et l'ambition de bâtir une filière créatrice de valeur et d'emplois continuera de se heurter à cette dépendance.

AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

DAKAR RENFORCE SES MESURES POUR SOUTENIR LA COMMERCIALISATION DU RIZ LOCAL

Par Saïd Slimani

Au Sénégal, le riz produit localement continue de se heurter à la forte concurrence des importations, limitant ses débouchés commerciaux. Tandis que les réserves s'entassent dans les unités de transformation, les autorités entendent désormais mobiliser les commerçants afin de favoriser une mise en marché plus rapide des volumes disponibles.

Dans cette optique, les autorités sénégalaises ont décidé de suspendre, à compter du mercredi 8 juillet et pour une durée d'un mois, la délivrance des Déclarations d'importation de produits alimentaires (DIPA) relatives au riz. Cette décision a été annoncée à l'issue d'une réunion organisée au ministère de l'Industrie et du Commerce avec les principaux représentants de la filière rizicole.

D'après les médias locaux, cette mesure a pour objectif d'alléger provisoirement la pression des importations sur le marché national afin d'offrir davantage d'opportunités aux producteurs et aux transformateurs sénégalais. Elle s'inscrit dans la continuité d'une initiative identique prise par les autorités de Dakar en novembre 2025

pour répondre aux mêmes préoccupations.

Le renouvellement de cette disposition, neuf mois plus tard, illustre les difficultés persistantes auxquelles reste confrontée la filière rizicole nationale en matière de commercialisation. Les estimations de la Société d'aménagement et d'exploitation des terres du delta et des vallées du fleuve Sénégal et de la Falémé (SAED) indiquent qu'environ 37 000 tonnes de riz blanc demeurent actuellement stockées dans les rizeries. Cette décision accompagne également un ensemble d'actions destinées à accélérer l'écoulement de ces importantes quantités.

Les autorités ne comptent pas se limiter au gel temporaire des importations. Elles souhaitent instaurer un dispositif de régulation obligeant désormais les opérateurs économiques à acheter des volumes définis de riz local avant d'obtenir de nouvelles autorisations d'importation. À travers cette démarche, le gouvernement entend renforcer l'intégration du riz sénégalais dans les circuits classiques de distribution en associant les principaux acteurs du commerce. L'objectif est de réduire le désavantage concurrentiel dont souffre le produit local face au riz importé, généralement préféré par les consommateurs en raison de son coût plus at-

tractif et de sa disponibilité.

Dans cette perspective, le prix d'acquisition du riz local a été arrêté à 280 FCFA le kilogramme. Les rizeries bénéficieront également d'une aide publique de 50 FCFA par kilogramme afin d'alléger une partie des coûts de transformation et d'améliorer leur compétitivité face aux produits importés.

Pour les autorités de Dakar, l'enjeu ne se limite pas à résorber les stocks actuellement disponibles. Il s'agit surtout de mettre en place un modèle commercial durable garantissant une présence plus importante du riz sénégalais sur le marché intérieur, dans un contexte où les importations dominent encore largement l'approvisionnement national.

D'après les prévisions du Département américain de l'Agriculture (USDA), la production de riz blanchi au Sénégal devrait atteindre 670 000 tonnes au cours de la campagne 2026/2027, tandis que la consommation est estimée à près de 2,35 millions de tonnes. Face à ce déséquilibre, l'organisme américain prévoit une progression de 7,69 % des importations, qui devraient s'élever à 1,4 million de tonnes afin de satisfaire une partie de la demande nationale.

S.S

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

L'IRAN EFFECTUE UNE SÉRIE DE FRAPPES CONTRE DES CIBLES AMÉRICAINES AU MOYEN-ORIENT

L'Iran a lancé une série de frappes contre des cibles américaines au Moyen-Orient, a rapporté dimanche le média iranien Press TV.

Dans le même temps, des sirènes d'alerte aux missiles ont retenti à Bahreïn alors que les Emirats arabes unis (EAU) et le Qatar ont été la cible de frappes, selon des informations de presse. Le ministère de la Défense des EAU a déclaré dimanche que ses systèmes de défense aérienne sont en train de répondre aux menaces provenant de missiles et de drones. Le ministère de l'Intérieur de Bahreïn a exhorté les citoyens et les résidents à rester calmes et à se rendre à l'endroit sûr le plus proche. Selon les informations de Press TV, parmi les cibles américaines touchées lors des dernières frappes iraniennes figuraient un système de défense aérienne Patriot, un dépôt de munitions et une installation radar militaire américaine au Koweït.

En riposte aux frappes américaines, l'Iran a également pris pour cible une installation de communications et une installation radar de l'armée américaine à Bahreïn, et a lancé une frappe de missile balistique contre la base aérienne américaine d'Al Udeid au Qatar, selon ces informations. Le Corps des Gardiens de la Révolution islamique d'Iran a affirmé dimanche



que ses forces aérospatiales avaient mené une attaque de grande envergure contre les installations de soutien et de ravitaillement des porte-avions américains au port de Douqm, en

Oman, ajoutant que l'opération visait les centres de soutien logistique des navires de la marine américaine.

RI

LE PAKISTAN EXHORTE LES ETATS-UNIS ET L'IRAN À FAIRE PREUVE DE RETENUE ET À RECHERCHER LA DÉSESCALADE

Le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Pakistan, Ishaq Dar, a exhorté dimanche les Etats-Unis et l'Iran à s'engager sur la voie de la désescalade et à faire preuve de retenue, conformément à ce qui avait été convenu dans le protocole d'accord d'Islamabad signé en juin dernier, a indiqué le ministère des Affaires étrangères. Il s'est entretenu par téléphone avec le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, avec qui il a discuté de leurs points de vue respectifs sur l'évolution de la situation régionale, a fait savoir le ministère dans un communiqué.

M. Dar a souligné que "le dialogue et la diplomatie restent la seule voie viable pour résoudre les différends et instaurer une paix et une stabilité durables dans la région", selon le communiqué. Le ministre pakistanais a également réaffirmé la volonté d'Islamabad de continuer à jouer un rôle constructif dans la promotion et le maintien de la paix et de la stabilité régionales, a ajouté le ministère.

RI

SYRIE
LE NOUVEAU PARLEMENT TIENT SA PREMIÈRE SÉANCE

Le nouveau Parlement de transition en Syrie a tenu dimanche sa première séance, en présence du président syrien Ahmed al-Chareh, ont rapporté des médias sur place. Dans un discours à cette occasion, le président al-Chareh a salué cette étape, affirmant que "la Syrie ouvre un nouveau chapitre de son histoire", invitant les parlementaires à être "des modèles de responsabilité et de compétence pour contribuer à établir une culture du dialogue, un Etat de droit et le respect des institutions". Durant son mandat de deux ans et demi renouvelable, le Parlement devra former une commission chargée de rédiger la future Constitution, doter le pays d'un budget,

proposer et amender des lois, tout en faisant face à des défis majeurs liés à l'affirmation de son indépendance et à la séparation des pouvoirs, selon les analystes. M. Chareh avait proclamé en mars 2025 une Déclaration constitutionnelle fixant une période de transition de cinq ans, à l'issue de laquelle seront tenues des élections. Le nouveau Parlement compte 210 sièges. Deux tiers des membres sont désignés par des comités locaux, mis en place par une Haute commission, elle-même nommée par M. Chareh. Les 70 parlementaires restants sont nommés directement par le président syrien.

RI

GAZA
UNE FRAPPE DE DRONE SIONISTE FAIT 4 MARTYRS

Quatre personnes sont tombées en martyres dimanche suite à une frappe de drone sioniste sur Ghaza-ville, selon la Défense civile et un hôpital du territoire palestinien.

La Défense civile a affirmé que le drone avait visé un atelier de métallurgie situé dans un quartier du sud de la ville de Ghaza, principal centre urbain du territoire, faisant quatre martyrs et en blessant plusieurs autres.

L'hôpital Al-Chifa a indiqué dans un communiqué avoir reçu les quatre corps.

Dans une autre attaque, une jeune fille est tombée en martyr par des tirs de mitrailleuse de l'armée sioniste dans le camp de réfugiés d'Al-Bureij, dans le centre de la bande de Ghaza, selon la Défense civile.

Son corps a été transporté à l'hôpital des Martyrs d'Al-Aqsa, à Deir el-Balah.

L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait 73.221 martyrs et 173.643 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué samedi par les autorités sanitaires palestiniennes.

RI

SOUDAN
L'OMS LIVRE 64 TONNES DE MÉDICAMENTS CONTRE LE CHOLERA

Au total, 60 tonnes de fournitures médicales contre le choléra ont été acheminées au Soudan par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), afin de soutenir la riposte sanitaire face à la recrudescence de l'épidémie, a annoncé l'Organisation. Selon un communiqué publié dimanche par l'Organisation et relayé par les médias, l'OMS a fourni 64.000 kg de médicaments destinés à la lutte contre le choléra et formé 160 agents de santé aux protocoles de prise en charge du choléra et d'autres maladies.

Les mêmes sources ont indiqué que l'OMS a également mis en place 12 équipes d'interven-

tion rapide dans l'Etat du Kordofan occidental afin de renforcer les capacités de réponse aux défis sanitaires dans cette région. L'OMS avait récemment mis en garde contre l'aggravation de la crise sanitaire au Soudan, en raison de l'extension de l'épidémie de choléra à de nouveaux Etats. L'Organisation a fait état de plus de 1.330 cas et de 114 décès enregistrés depuis le 27 juin, soit un taux de mortalité de 13,7 %. L'OMS a souligné que le Soudan demeure la plus grave crise humanitaire au monde, avec 33 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire, dont 21 millions nécessitent des services de

santé. Elle a appelé, dans ce sens, à un renforcement du soutien international et à garantir un accès sans entrave de l'aide humanitaire.

Au début du mois de juillet, le ministère soudanais de la Santé a annoncé une hausse des cas de choléra dans l'Etat du Kordofan occidental et dans la région de l'Ouest de Bara, dans l'Etat du Kordofan du Nord, alors que les indicateurs épidémiologiques font état d'un recul des taux d'infection de plusieurs autres maladies, notamment la dengue, le paludisme et la méningite épidémique.

RI

SOMALIE
LA RÉPONSE HUMANITAIRE RESTE LIMITÉE MALGRÉ L'AGGRAVATION DE LA CRISE DANS LE PAYS

ture dans les 21 zones prioritaires est resté inférieur à 25 %.

Le Rapport souligne que les partenaires humanitaires et les autorités se préparent à faire face aux risques d'inondations et de tempêtes attendus entre octobre et décembre, en lien avec le phénomène El Nino.

Il ajoute que les chocs successifs provoqués par la sécheresse sévère, les inondations, la diminution des financements humanitaires et la poursuite du conflit ont considérablement réduit la capacité de millions de Somaliens à faire face à la crise. Les autorités appellent ainsi à une aide

d'urgence en faveur de centaines de milliers de personnes, notamment dans les régions du nord, où la situation humanitaire continue de se détériorer.

Le rapport des Nations unies indique également que le Fonds humanitaire pour la Somalie a renforcé son soutien à la zone de Burhakaba, dans la région de Bay, menacé par la famine, en allouant 4,7 millions de dollars, dont une réserve exceptionnelle de 2 millions de dollars destinée à élargir les opérations d'assistance humanitaire.

RI

LE CORPS À L'ÈRE DES ÉCRANS LES SÉQUELLES DE LA CONNECTIVITÉ INTENSIVE

Nos corps paient jour après jour le prix de l'hyperconnectivité. Postures déformées, rides précoces, myopie en progression, force de préhension en recul et motricité fine fragilisée : les effets de la vie numérique s'accumulent. La technologie n'est pas seule responsable, mais elle accentue la sédentarité et transforme nos gestes quotidiens.

Par Yakout Abina

Une enquête de la BBC révèle que nos smartphones ne marquent pas seulement nos esprits, mais aussi nos corps. Callosités sur les doigts, douleurs cervicales, baisse de la vue : les chercheurs interrogés alertent sur les conséquences physiques de nos usages numériques. Selon eux, la posture penchée devant l'écran pourrait modifier la forme du cou, tandis que l'usage intensif réduirait la force musculaire des mains. Des exercices simples et une meilleure ergonomie permettraient toutefois d'en limiter les effets.

Regarder son téléphone n'est pas un geste sans risque. En penchant la tête vers l'avant, cette posture connue sous le nom de forward head posture exerce une pression pouvant atteindre jusqu'à 27 kilos sur la nuque. À long terme, cela pourrait fragiliser les disques de la colonne vertébrale, user les articulations et les muscles, voire réduire la capacité pulmonaire.

Le phénomène, désormais baptisé « tech neck », illustre les effets insidieux de nos usages numériques quotidiens. Pour y remédier, des exercices validés médicalement existent. Mais des ajustements plus



simples peuvent déjà limiter les risques : placer l'écran à hauteur des yeux, à environ une longueur de bras, et s'accorder des pauses régulières, idéalement vingt minutes toutes les demi-heures.

De leur côté, les dermatologues suspectent également le « tech neck » de favoriser l'apparition de rides au niveau du cou, en raison d'un stress mécanique répété. Toutefois, les preuves scientifiques manquent pour confirmer ce lien. « Ça tient debout, en théorie », explique Justine Hextall, dermatologue consultante et membre du Royal College of Physicians au Royaume-Uni. Selon elle, la répétition des contraintes sur la peau pourrait accélérer le vieillissement cutané, mais aucune étude solide ne l'a démontré. Elle déconseille par ailleurs l'achat de produits cosmétiques « anti-tech neck » qui commencent à circuler en ligne.

Concernant la vue, bien que la hausse de la myopie coïncide avec l'essor technologique, une étude menée sur vingt ans montre que le

travail de près sur les écrans n'en est pas la cause directe. Le véritable problème réside dans le manque de temps passé en extérieur, la technologie favorisant un mode de vie sédentaire privé de la lumière naturelle qui stimulerait la rétine et favoriserait la libération de dopamine, un mécanisme qui contribuerait à freiner le développement de la myopie.

La force de préhension, c'est-à-dire la capacité à serrer fermement avec la main, est de plus en plus considérée comme un indicateur fiable de la santé globale. Selon certaines études, elle prédirait même mieux le risque de décès prématuré que la tension artérielle. Or, plusieurs pays observent une baisse de cette force, notamment chez les jeunes générations.

« Un déclin générationnel ne concerne pas seulement des mains plus faibles, ça pourrait être un signal d'alerte précoce sur la santé future de ces cohortes », explique Johannes Beller, professeur de sociologie médicale à l'Université de

médecine de Lausitz, en Allemagne. Il pointe du doigt la transition vers un mode de vie sédentaire, dominé par les écrans. Cette sédentarité numérique inquiète aussi d'autres spécialistes : l'usage intensif du smartphone pourrait contribuer à des douleurs articulaires, notamment au niveau du genou, en modifiant la posture corporelle et en réduisant l'activité physique.

Pour évaluer cette capacité, un test simple consiste à serrer fermement une balle de tennis pendant 15 à 30 secondes, un manque de force signalant le besoin d'un renforcement musculaire.

La technologie ne bouleverse pas seulement nos postures, elle pourrait aussi affecter la motricité fine, cette capacité qui relie geste précis et pensée. Sebastian Suggate, professeur de psychologie du développement à l'Université de Ratisbonne en Allemagne, nuance toutefois : la répétition du clic et du swipe pourrait améliorer certaines habiletés ponctuelles. Mais l'ensemble des études converge vers un constat négatif sur le développement de la motricité fine : un temps d'écran élevé serait corrélié à des compétences motrices plus faibles, particulièrement chez les enfants.

« Ce n'est pas la fin du monde, ce sont des effets subtils », précise Suggate. « Mais même si les effets sont modérés à l'échelle individuelle, à l'échelle de plusieurs générations, on parle d'un possible abâtissement de la société, et d'une incapacité à penser dans le réel, parce que les mains sont un point de contact central avec le monde. »

Le chercheur ne prône pas l'interdiction des écrans, mais recommande d'introduire consciemment des activités manuelles dans le quotidien, comme cuisiner, bricoler, apprendre un instrument ou simplement écrire à la main. Autant de pratiques qui stimulent la coordination et entretiennent le lien entre geste et pensée.

Y.A

TENSION SUR LES PUCES

L'HÉLIUM, NOUVEAU TALON D'ACHILLE DES SEMI-CONDUCTEURS

Par Salim Nait Ouguelmim

La Chine vient de suspendre ses livraisons d'hélium vers l'étranger. Ce gaz incolore et inodore, indispensable à la fabrication des puces électroniques, rejoint la longue liste des composants devenus rares.

Après le silicium en 2021, le néon en 2022, puis la mémoire vive ces derniers mois, voilà que l'hélium s'invite dans la chronique des tensions qui secouent la high-tech. Dès le 10 juillet, Pékin a bloqué ses exportations, officiellement pour une courte période. Cette mesure, davantage dictée par l'urgence que par une stratégie offensive, menace pourtant l'ensemble des fondeurs mondiaux.

Pour saisir les raisons de ce verrouillage, il faut revenir aux frappes survenues en mars contre le complexe gazier de Ras Laffan, au Qatar. Cet État fournit à lui seul un tiers de l'hélium mondial, et ces attaques ont brutalement amputé l'offre planétaire de près de 30 %. Les prix ont alors bondi de 40 à 100 % en quelques semaines, tandis que les acheteurs tentaient de sécuriser les dernières réserves disponibles.

La Chine, qui importe environ 85 % de sa consommation d'hélium, dont plus de la moitié en provenance du Qatar, se trouve dans une position délicate. Pour préserver ses propres besoins, elle a donc décidé de réserver sa production nationale et ses stocks à ses industriels locaux, en priorité au fabricant de mémoire CXMT. Parallèlement, la Russie a également restreint ses exportations depuis avril et jusqu'à fin 2027. L'hélium ne se crée pas : il est issu de la désintégration radioactive de l'uranium dans le sous-sol

terrestre, un processus qui prend des milliards d'années. Sa production est donc incompressible et très concentrée : les États-Unis détiennent 42,6 % des capacités mondiales, le Qatar 33,2 %, et la Russie 9,5 %. L'Europe, elle, en produit quasiment pas, et Air Liquide, fleuron français des gaz industriels, exprimait déjà ses craintes avant même la décision chinoise.

Dans les usines de semi-conducteurs, l'hélium est un allié polyvalent. Son rôle essentiel se joue sous la galette de silicium : injecté en fine couche, il dissipe la chaleur pendant les étapes de gravure plasma ou d'implantation ionique. Sa conductivité thermique, six fois supérieure à celle de l'azote, en fait un régulateur de température d'une précision inégalée. Il sert également de gaz neutre pour le transport des produits chimiques, de purge dans les optiques de lithographie, et de détecteur de fuites grâce à la petitesse de ses atomes. Pour tous ces usages, aucun substitut crédible n'existe. Or une usine à l'arrêt peut perdre entre 1 et 3,8 millions de dollars par heure, ce qui explique l'inquiétude des industriels. Le secteur des puces consomme déjà près d'un quart de l'hélium mondial, et cette part devrait atteindre 30 % d'ici 2030, portée par l'essor de l'intelligence artificielle.

Ce scénario rappelle la crise du néon en 2022, lorsque la guerre en Ukraine avait tari les approvisionnements de ce gaz essentiel aux lasers de photolithographie. La moitié du néon de qualité électronique provenait alors d'usines ukrainiennes, et de nombreux fondeurs, confiants dans leurs réserves, s'étaient retrouvés contraints d'acheter à des prix exorbitants. Quatre ans plus tard, l'histoire se répète, seul le gaz change.

Le patron d'Intel, Lip-Bu Tan, avait d'ailleurs

tiré la sonnette d'alarme le mois dernier, classant l'hélium parmi les goulets d'étranglement susceptibles de freiner la production de puces IA, aux côtés de l'énergie et de la mémoire. Trois semaines plus tard, la Chine lui offre une démonstration concrète.

Le choc survient alors que la filière mémoire est déjà sous tension. Les prix contractuels de la DRAM ont bondi de près de 90 % au deuxième trimestre. Un kit de 32 Go de DDR5, vendu entre 70 et 90 euros l'an passé, atteint désormais 309 euros dans les magasins français. Les fabricants de PC et de smartphones répercutent ces augmentations sur leurs tarifs. Les usines sud-coréennes de mémoire sont particulièrement vulnérables au manque d'hélium, davantage que les lignes logiques de TSMC. Mais le taïwanais n'est pas épargné : ses ateliers d'assemblage avancé pour GPU d'IA, très voraces en gaz, affichent complet jusqu'à mi-2026. Chaque surcoût sur une galette se traduit inévitablement par une hausse du prix final des appareils. L'Europe, qui investit 43 milliards d'euros dans ses propres usines, réalise qu'elle importera aussi leur dépendance, faute de produire localement de l'hélium à grande échelle. Reste la question de la durée : l'interdiction chinoise est présentée comme provisoire, mais personne ne sait si elle durera trois semaines ou six mois. Les analystes n'envisageaient aucune détente sur la mémoire avant fin 2027, certains industriels évoquant même 2028. L'hélium n'est pas à l'origine de la crise, il en aggrave simplement les effets. Les ballons de baudruche ne sont plus les seuls à s'élever : le prix de vos futurs équipements numériques a déjà pris son envol

SNO

ENVIRONNEMENT ET FORETS

LE BOUCLIER VERT
CONTRE LES FLAMMES

Face à la recrudescence des incendies et des canicules, la solution ne viendra pas seulement des airs avec les canadiens. Des espèces végétales, des arbres et des plantes possèdent des capacités exceptionnelles pour freiner les feux.

Par Chaïmaa Sadou

L'été 2026 a tragiquement rappelé la vulnérabilité du pourtour méditerranéen aux flammes. Si les avions et hélicoptères bombardiers d'eau sont indispensables pour lutter contre les feux actifs, la prévention et la gestion durable des forêts sont les véritables piliers d'une stratégie à long terme. C'est ici qu'intervient le rôle méconnu mais crucial des arbres et des plantes qui ne subissent pas le feu, mais interagissent avec lui.

La nature a doté certaines espèces d'arbres de mécanismes de défense et de survie face au feu. Les scientifiques distinguent deux grandes catégories : les plantes dites « pyrorésistantes », qui freinent la progression du feu, et les plantes « pyrophiles », qui savent en tirer profit. Cette distinction est fondamentale pour aménager nos forêts et nos espaces verts face à des risques d'incendie toujours plus élevés.

Les freins naturels : des boucliers végétaux

Certains arbres agissent comme de véritables coupe-feu. Le chêne-liège est sans doute le plus emblématique. Son écorce épaisse, isolante, agit comme une barrière contre la chaleur. L'écorce de liège, qui peut atteindre plusieurs centimètres d'épaisseur, constitue un isolant thermique naturel : la température à l'intérieur du chêne-liège peut être inférieure de plusieurs degrés à celle de l'extérieur, ce qui en fait un obstacle naturel à la propagation des flammes. D'autres feuillus comme les chênes verts ou le caroubier, grâce à leurs feuilles riches en eau, brûlent difficilement et contribuent à maintenir une humidité au sol qui empêche les herbes sèches de s'enflammer.

Parmi les espèces locales, certaines études soulignent également la résistance thermique du palmier dattier, bien que son habitat naturel reste limité aux zones oasiennes.

Les survivants : la renaissance par les cendres

D'autres espèces ont développé des stratégies de survie post-incendie. Le pin d'Alep, très présent en Algérie, est un parfait exemple. Il est certes très inflammable, mais il possède des cônes dits « sérotineux » : scellés par de la résine, ils ne libèrent leurs graines que sous l'effet d'une chaleur intense. Après le passage du feu, des milliers de graines germent sur un sol fertile et débarassé de toute concurrence. Le pin d'Alep illustre la résilience de l'espèce, pas la protection du paysage : hautement inflammable, il propage le feu par ses flammèches de résine. Seule sa stratégie de reproduction post-incendie lui permet de survivre. Enfin, des espèces comme l'arbousier ou l'olivier sauvage rejettent de souche, produisant de nouvelles pousses depuis leurs racines in-



tactes. Cette résistance et résilience forment le cœur des écosystèmes méditerranéens.

Le cas de l'Algérie : un choix crucial pour l'avenir

Le défi majeur pour l'Algérie réside dans l'identification et la plantation des bonnes espèces. La monoculture de résineux, notamment de pins, peut s'avérer dangereuse car hautement inflammable. L'eucalyptus, très planté à Alger et dans ses alentours, illustre parfaitement ce risque. Bien qu'il se régénère vite, ses feuilles riches en huiles essentielles et en composés volatils en font un véritable accélérateur de feu. Des études scientifiques confirment que l'eucalyptus est l'une des espèces les plus inflammables et les plus propices à la propagation des incendies, en particulier lors de fortes intensités de feu. De nombreux spécialistes déconseillent les plantations monospécifiques d'eucalyptus dans les zones fortement exposées aux incendies.

Heureusement, les autorités algériennes semblent prendre conscience de l'importance de ce choix. En octobre 2025, une vaste opération de reboisement a permis de planter un million d'arbres en une seule journée, principalement du chêne-liège, une essence endémique et résistante, notamment en Kabylie. C'est un tournant stratégique. Il s'agit non seulement de reboiser, mais de le faire avec des espèces qui serviront de barrières naturelles. La wilaya de Blida, durement touchée par les incendies en 2025 avec près de 188 hectares de végétation détruits, a déjà mis en terre plus de 120 000 plants dans le cadre de ce programme national. Cette dynamique s'inscrit dans la stratégie étatique visant à planter 4,7 millions d'hectares de couvert végétal forestier d'ici 2030, afin de compenser les pertes causées par les incendies.

"Khadra Bi Idni Allah" : une mobilisation citoyenne pour le changement

C'est dans ce contexte qu'est née l'initiative citoyenne "Khadra Bi Idni Allah" (Verte, par la volonté de Dieu). Lancée par Fouad Maala,

également fondateur de l'association "Algérie Verte", cette campagne a connu un succès retentissant sur les réseaux sociaux avant de devenir un mouvement national. Interrogé par El Moudjahid, M. Maala a expliqué que l'idée est née dans un quartier de Batna, avec une ambition simple mais puissante : planter un arbre devant chaque maison pour pallier le "manque énorme de verdure".

Si l'initiative ne détaille pas une typologie précise des espèces "coupe-feu", elle porte une philosophie essentielle. Pour Fouad Maala, il ne s'agit pas de planter n'importe comment. La plantation se fait de manière "professionnelle", loin de l'anarchie. Il a d'ailleurs souligné un point crucial pour les régions arides : l'importation de graines d'"El Ghaf", un arbre qui résiste à la sécheresse, sur le modèle d'expériences réussies dans les pays du Golfe.

Pour M. Maala, l'objectif ultime est clair : "mettre fin à ce désastre qui a fait des ravages sur nos forêts et nos espaces verts et de construire une Algérie toute verte". Cet élan citoyen a été salué par les plus hautes autorités. Le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, a souligné la "portée symbolique" de cette campagne, qui reflète l'attachement des Algériens à voir leur pays "toujours vert, prospère et victorieux". Il a rappelé que cette dynamique s'inscrit dans la stratégie nationale. La campagne a mobilisé une énergie nationale sans précédent. Pour l'édition d'octobre 2025, ce sont plus de 15 000 points de plantation qui ont été identifiés, avec une participation de tous les secteurs : écoliers, étudiants, militaires, et associations. L'enthousiasme est tel que l'ambition a rapidement grandi. Une nouvelle campagne, toujours sous le slogan "Khadra Bi Idni Allah", a été lancée en février 2026, cette fois avec l'objectif de planter 5 millions d'arbres en une seule journée, en privilégiant à 71 % des espèces forestières adaptées.

Le précédent espagnol : quand la végétation ne suffit pas

L'Espagne, qui a connu un incendie meurtrier en Andalousie en juillet 2026, est confrontée à la même problématique. Le pays pos-

sède une grande diversité de ces espèces résistantes, dont le chêne-liège. Pourtant, cela n'a pas empêché une catastrophe. L'explication est simple : si les arbres sont un rempart, ils ne sont pas infaillibles. Une étude récente montre que la combinaison de conditions météorologiques extrêmes (canicule de 16 jours) et d'une végétation hautement inflammable, comme les zones de maquis, explique l'ampleur des dégâts. De plus, des décennies d'abandon des terres et de dégradation forestière ont favorisé l'accumulation de combustibles.

L'incendie d'Almeria a fait 12 morts et 23 disparus, ravageant 6 600 hectares en quelques heures. Ce drame illustre tragiquement que même un pays disposant d'une flore adaptée peut être submergé par un feu d'une intensité exceptionnelle. La canicule et la sécheresse prolongée dépassent la capacité de résistance des arbres. L'Espagne a connu en 2026 la pire saison d'incendies de son histoire récente, avec plus de 393 000 hectares brûlés. Et l'été n'est pas fini. Cette réalité met en lumière les limites des stratégies purement végétales face à l'emballement climatique.

Vers une mosaïque paysagère

La lutte contre les incendies ne se gagnera pas uniquement par des bombardiers d'eau. La prévention passe par une stratégie forestière intelligente. L'Algérie et l'Espagne ont la chance de posséder des trésors naturels comme le chêne-liège ou le pin d'Alep, qui sont des alliés de taille. Cependant, comme le soulignent les experts, la solution réside dans la création d'une « mosaïque » paysagère : mélanger les essences, créer des discontinuités et éviter les monocultures. La mobilisation autour de "Khadra Bi Idni Allah" montre qu'une prise de conscience collective est en marche, incarnée par des acteurs comme Fouad Maala qui insistent sur une "plantation professionnelle" et la diversification des essences pour créer des paysages résilients. C'est un investissement pour l'avenir, un rempart vert face aux assauts du changement climatique.

C.S

XÉNOPHOBIE

L'AFRIQUE DU SUD CONFRONTÉE AUX CONSÉQUENCES D'UN REJET DES TRAVAILLEURS MIGRANTS

La dégradation du climat économique en Afrique du Sud continue d'alimenter une grave crise sociale. Confronté à un taux de chômage qui dépasse les 30 %, à une croissance stagnante et à des inégalités criantes, le pays voit se développer en son sein des sentiments d'hostilité envers les populations immigrées. Les récentes manifestations anti-migrants, accompagnées de pressions directes dans certains quartiers populaires, ont incité des dizaines de milliers de ressortissants africains à regagner leur pays d'origine, notamment le Zimbabwe, le Malawi et le Nigeria.

Par Rihab Taleb

Les récentes manifestations anti-migrants, dont un rassemblement national organisé à la fin du mois de juin, témoignent d'un rejet croissant des ressortissants étrangers. Bien que la majorité de ces rassemblements se soient déroulés sans affrontements, des opérations d'intimidation et d'expulsion menées au porte-à-porte par certains groupes locaux ont instauré un climat de peur. Face à ces tensions, plus de 60 000 Zimbabwéens, 38 000 Malawites et plusieurs centaines de Nigériens ont déjà fait le choix d'abandonner leur vie sur place pour retourner dans leur pays d'origine.

Cette vague de départs inquiète les spécialistes du marché du travail ainsi que les milieux d'affaires, qui mettent en garde contre les répercussions d'un exode durable. En Afrique du Sud, les travailleurs migrants occupent une place fondamentale dans la structure économique nationale. Ils sont omniprésents dans des secteurs stratégiques confrontés à des pénuries récurrentes de main-d'œuvre, tels que l'agriculture, le bâtiment, l'hôtellerie,



rie, la logistique et le commerce de détail. La contribution des quelque 2,6 millions d'étrangers vivant dans le pays, soit environ 5 % de la population, est évaluée à près de 9 % du produit intérieur brut par les institutions internationales, ce qui représente plus de 43 milliards de dollars. Ce chiffre est même sous-estimé en raison du poids important de l'économie informelle. L'activité des petites épiceries de quartier, communément appelées spaza shops et souvent tenues par des migrants, alimente directement un vaste réseau de grossistes, de propriétaires immobiliers et de livreurs locaux. Un départ massif de cette main-d'œuvre menace ainsi de ralentir les récoltes, de retarder les chantiers, de perturber les chaînes d'approvisionnement et de fragiliser la consommation globale.

La situation sud-africaine illustre la manière dont des difficultés économiques peuvent engendrer une pro-

fonde crise sociale fondée sur le racisme et la xénophobie. En période de crise, lorsque l'emploi se fait rare et que les conditions de vie se dégradent, l'angoisse financière nourrit un fort sentiment de frustration au sein des populations locales. La complexité des causes réelles de la crise — mauvaises politiques publiques, mutations industrielles ou gestion budgétaire — pousse souvent l'opinion à rechercher des explications simplistes. L'immigré devient alors le bouc émissaire. Se développe ainsi la conviction populaire, pourtant irrationnelle, selon laquelle la présence d'étrangers serait la cause directe du manque d'opportunités. La haine et la discrimination naissent de ce préjugé selon lequel l'immigré viendrait voler les emplois, les logements ou les aides financières destinés aux citoyens.

Ce mécanisme de transfert de responsabilité n'est pas propre au

continent africain et se retrouve également en Europe. Dans plusieurs pays européens, des partis d'extrême droite exploitent le chômage de masse et la perte du pouvoir d'achat en désignant les travailleurs étrangers comme les principaux responsables des difficultés économiques rencontrées par les populations locales. Leur rhétorique attribue l'absence d'emploi au fait que les immigrés auraient occupé des postes destinés aux nationaux, réclamant en réponse des politiques de préférence nationale. Pourtant, selon les observations de l'Organisation internationale du travail en Afrique du Sud, les études économiques montrent que cette idée repose sur un constat erroné. Les immigrés s'orientent majoritairement vers des emplois délaissés et leur participation au marché du travail contribue globalement à dynamiser l'économie, à stimuler la consommation et à créer, par ricochet, de nouvelles opportunités d'emploi pour l'ensemble de la société.

En fragilisant la présence des travailleurs migrants sur son territoire, l'Afrique du Sud prend le risque d'aggraver ses propres indicateurs économiques au moment même où la Banque mondiale revoit ses prévisions de croissance à la baisse. De surcroît, le coût de cette crise sociale dépasse largement les frontières du pays. En tant que première puissance économique de la région, l'Afrique du Sud constitue la principale source d'envois de fonds vers les pays voisins. Ces transferts financiers vers l'Afrique australe ont atteint plus de 1,16 milliard de dollars, bénéficiant en grande majorité à des pays très dépendants comme le Lesotho, le Malawi, le Mozambique et surtout le Zimbabwe. La rupture de ces flux financiers risque de plonger des familles entières dans une grande précarité et de déstabiliser l'économie de l'ensemble de l'Afrique australe.

R.T

UNE SEMAINE D'ACTIVITÉS SPORTIVES, CULTURELLES ET DE SENSIBILISATION À SAÏDA

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE ORGANISE LA 10^e ÉDITION DE SON FESTIVAL NATIONAL SPORTIF

Par Malika Azeb

La Direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion sociale des détenus a organisé, en collaboration avec la Direction de la jeunesse et des sports, la 10^e édition du Festival national sportif des personnels de l'administration pénitentiaire. L'événement a débuté samedi dernier à Saïda avec la participation de représentants des établissements pénitentiaires de différentes wilayas du pays.

La première journée de cette manifestation a été marquée par la réalisation de fresques murales dans la ville de Saïda, dans le cadre des festivités du 64^e anniversaire de la fête de l'Indépendance et du Recouvrement de la souveraineté nationale.

Les œuvres, retraçant les diverses étapes de la glorieuse Guerre de libération nationale ainsi que les symboles de l'identité nationale, ont été réalisées par des artistes de la wilaya.

Ces fresques murales ont conféré à l'ouverture de cet événement sportif une dimension artistique et culturelle.

De nombreuses compétitions dans plusieurs disciplines sportives, notamment le football en salle, le handball, le volley-ball, le judo, la natation, l'athlétisme, le marathon, l'haltérophilie, le tennis de table, les échecs ainsi que le Vovinam Viet Vo Dao, en plus de différentes activités récréatives, sont au programme de ce festival, qui se déroule sur une période d'une semaine.

La Direction de la jeunesse et des sports a également indiqué que le programme prévoit l'organisation d'une journée d'étude au siège de la Cour de justice de Saïda, consacrée aux dangers de la toxicomanie et aux moyens de prévention, avec la participation de magistrats, de cadres et de spécialistes issus de différents secteurs.

Cette rencontre vise à renforcer la coordination entre les différentes institutions dans le domaine de la prévention de ce fléau et de la lutte contre ses répercussions sur la société.

Des journées portes ouvertes, des expositions, des conférences de sensibilisation, des visites touristiques des principaux sites historiques et naturels de la wilaya de Saïda, ainsi que des soirées artistiques et culturelles figurent également au programme.

La 10^e édition de ce festival s'achèvera par une cérémonie de remise de distinctions aux lauréats des différentes compétitions sportives.

M.A

HAUT-COMMISSARIAT À LA NUMÉRISATION PORTES OUVERTES POUR VULGARISER LE PORTAIL NATIONAL DES SERVICES NUMÉRIQUES

Le Haut-commissariat à la numérisation a lancé, en coordination avec la wilaya d'Alger, une campagne d'information à travers des journées portes ouvertes afin de vulgariser le portail national des services numériques gouvernementaux (Dzair Digital Services), indique dimanche un communiqué de cette institution.

Cette campagne, organisée du 11 au 16 juillet courant au niveau de la Grande Poste d'Alger, s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat visant à accompagner la mise en œuvre du processus de transformation numérique et à rapprocher les services publics numériques des citoyens, à travers la présentation du portail national des services numériques gouvernementaux, lequel donne actuellement accès à 21 services numériques, a précisé la même source.

Cet événement constitue une opportunité pour découvrir les multiples avantages du portail, les modalités de création d'un compte personnel ainsi que les procédures d'accès et d'utilisation de ses prestations numériques. Il permet également aux usagers de bénéficier d'explications pratiques et d'un accompagnement technique direct assuré par les ingénieurs du Haut-commissariat à la numérisation, qui répondront à leurs différentes interrogations concernant l'usage et l'accès aux services numériques gouvernementaux, ajoute le communiqué. Cette campagne vise en outre à promouvoir la culture numérique chez les citoyens et à encourager l'utilisation des services publics électroniques, contribuant ainsi à la simplification des procédures administratives, à l'amélioration de la qualité du service public et à l'ancrage de l'administration numérique. Cette opération sera "généralisée progressivement à travers les différentes wilayas du pays", afin de "garantir l'élargissement de la campagne d'information sur le portail national des services numériques et de permettre au plus grand nombre de citoyens de bénéficier de ses prestations", a souligné la même source.

La première journée de cette manifestation a enregistré "un engouement notable" des citoyens, qui ont pu bénéficier d'explications et d'un accompagnement technique direct prodigués par les ingénieurs du Haut-commissariat à la numérisation, conclut le communiqué.

R.S

EQUIPE NATIONALE DE FOOTBALL

UN COLLÈGE TECHNIQUE NATIONAL POUR ÉVALUER ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS

Le Bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF) a chargé le Directeur technique national (DTN) de convoquer, dans les meilleurs délais, une session extraordinaire du Collège technique national afin de participer au processus d'évaluation de l'évolution de l'équipe nationale A, indique un communiqué de l'instance fédérale.

"Cette démarche est fondée sur la concertation, l'expertise et une analyse technique approfondie, pour permettre au Collège technique national de formuler les recommandations qu'il jugera utiles, dans le seul intérêt supérieur de l'équipe nationale et du football algérien", précise le communiqué du bureau fédéral réuni samedi en session ordinaire sous la présidence de Walid Sadi, président de la FAF.

Et d'ajouter : "A l'issue de l'évaluation actuellement menée, le Bureau fédéral, dont les membres exercent leurs fonctions à titre bénévole, prendra, en toute transparence, avec objectivité et dans le plein respect de ses responsabilités, les décisions qui s'imposeront dans le seul intérêt supérieur du football algérien.

Fidèle à son engagement, il poursuivra avec détermination la mise en œuvre de son projet de développement, afin de garantir à l'ensemble des sélections nationales les meilleures conditions de préparation, de performance et de réussite, tout en consolidant les fondements d'un football national moderne, performant et durable".

La FAF a rappelé que la



construction d'une équipe nationale performante est un processus qui exige beaucoup d'efforts, du temps, de la stabilité, avec une vision stratégique et une continuité dans l'action.

"Les plus grandes nations du football ont bâti leurs succès sur la constance, la rigueur et la confiance dans leurs projets sportifs".

Elle a appelé l'ensemble des

composantes de la famille du football algérien ligues, clubs, joueurs, entraîneurs, arbitres, dirigeants, médias, partenaires et supporters à préserver l'unité, la sérénité et l'esprit de responsabilité.

"Les défis qui attendent le football algérien ne pourront être relevés que dans un climat de confiance, de stabilité et de mobilisation collective", a-t-on

souligné. La FAF a exprimé également sa profonde gratitude au peuple algérien ainsi qu'à l'ensemble des supporters de l'équipe nationale, en Algérie comme à l'étranger, pour leur fidélité, leur patience et leur soutien indéfectible, qui constituent une source permanente de motivation pour l'ensemble de la famille du football algérien.

RS/APS

LIGUE 1 MOBILIS
COUP D'ENVOI DE LA NOUVELLE
SAISON LE 27 AOÛT

Le coup d'envoi du championnat de Ligue 1 Mobilis, saison 2026-2027, a été fixé au 27 août prochain, selon le calendrier arrêté par le bureau fédéral réuni samedi en session ordinaire au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), a indiqué la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel.

Le bureau fédéral a également adopté le calendrier général du championnat de la Ligue nationale de football amateur (LNFA), dont le coup d'envoi est programmé pour le 4 septembre, la Ligue nationale de football féminin (2 octobre), la Ligue nationale de Futsal (25 septembre), la Ligue Inter Régions de football amateur (18 septembre), les Ligues régionales de football amateur (25 septembre) et les Ligues de Wilayas de football amateur (2 octobre). Un Code disciplinaire relatif au championnat de football professionnel (édition 2026) a également été adopté par le bureau fédéral. Concernant l'octroi de la Licence de club "Système CLOP" pour la saison 2026/2027, les clubs de Ligue 1 sont informés que la plateforme CLOP, dédiée à la procédure d'octroi de la Licence de Club, est ouverte depuis le 9 juillet 2026 et demeurera accessible jusqu'au 16 juillet 2026 à 22h00, délai de rigueur, souligne le communiqué de la FAF. En conséquence, les clubs sont invités à procéder à la saisie et à la validation de l'ensemble des informations et documents requis sur la plateforme dans les délais impartis. Pour rappel, l'obtention de la Licence de Club constitue une condition indispensable pour être autorisé à participer aux compétitions nationales officielles organisées sous l'égide de la Fédération algérienne de football.

RS/APS

INTERDICTION DE RECRUTEMENT DE
JOUEURS
27 CLUBS CONCERNÉS

Vingt-sept (27) clubs issus de différents paliers sont concernés par l'interdiction de recrutement de nouveaux joueurs, en exécution des décisions rendues par les organes juridictionnels compétents de la Fédération algérienne de football (FAF) ainsi que par les instances juridictionnelles de la FIFA, a indiqué un communiqué du bureau fédéral réuni samedi en session ordinaire sous la présidence de Walid Sadi, président de la FAF. Le Bureau fédéral a rappelé qu'en application des dispositions de la circulaire FIFA n.1843 du 28 avril 2023, relative à l'exécution des interdictions d'enregistrement prévues par le règlement du statut et du transfert des joueurs (RSTJ) et le Code disciplinaire de la FIFA, ainsi que des décisions des instances compétentes, aucune opération d'enregistrement de joueurs, au niveau national ou international, ne pourra être effectuée tant que les clubs concernés n'auront pas intégralement régularisé leur situation et obtenu la levée officielle de la mesure d'interdiction. Le Bureau fédéral a mis en demeure les clubs concernés de procéder, sans délai, à l'apurement de leurs obligations et à la régularisation complète de leur situation juridique et financière. "A défaut, ils assumeront l'en-

tière responsabilité des conséquences sportives, administratives et réglementaires découlant du maintien de ces mesures, notamment l'impossibilité de recruter et d'enregistrer de nouveaux joueurs durant les périodes d'enregistrement concernées", précise la FAF.

Les 27 clubs concernés par l'interdiction de recrutement de nouveaux joueurs sont :

Ligue 1 Mobilis :
CS Constantine, ES Sétif, CR Belouizdad, USM Alger, JS Kabylie, JS Saoura, US Biskra.

Ligue 2 amateur :
MC El Bayadh, ES Mostaganem, RC Arbaâ, NC Magra, NA Hussein Dey, WA Tlemcen, USM Annaba, MO Constantine, GC Mascara, USM Blida, JSM Skikda.

Ligue Inter-régions :
HB Chelghoum Laid
Ligue inter-régions de football amateur :

USM Bel Abbes, RC Relizane, CA Bordj Bou Arreridj, SCM Oran, AS Ain M'Ilia.

Régionale :
US Souf, O Médéa, IRB Ouargla.

RS/APS

LIGUE 1 MOBILIS
LA LFP DÉVOILE LE CALENDRIER DE LA SAISON 2026-2027

La Ligue de football professionnel (LFP), a publié ce dimanche sur son site officiel, le calendrier général de la saison 2026-2027, qui s'étalera de la fin août 2026 à la fin mai 2027 et comprendra les différentes compétitions nationales, les fêtes internationales de la FIFA ainsi que les rendez-vous continentaux des clubs algériens engagés en compétitions africaines.

Le championnat de Ligue 1 débutera les 27, 28 et 29 août 2026 avec le déroulement de la première journée. La saison sera ponctuée par les dates FIFA et les échéances de la Ligue des champions d'Afrique et de la Coupe de la Confédération, auxquelles participeront

les représentants algériens.

La Supercoupe d'Algérie ouvrira l'année 2027 avec une affiche programmée le 2 janvier entre le MC Alger, champion d'Algérie, et l'USM Alger, détentrice de la Coupe d'Algérie.

Concernant la Coupe d'Algérie, les 32es de finale sont fixés aux 4, 5 et 6 décembre 2026, alors que les 16es de finale se joueront les 18 et 19 décembre. Les huitièmes de finale sont programmés les 22, 23 et 24 janvier 2027, les quarts de finale les 26 et 27 février, et les demi-finales les 6 et 7 avril.

La finale de l'épreuve est prévue le 1er mai 2027, sous réserve d'une éventuelle modification du calendrier, explique l'instance dirigeante de la com-

pétition.

La saison de Ligue 1 Mobilis prendra fin le 29 mai 2027 avec le déroulement de la 30e et dernière journée.

Voici par ailleurs les dates clés de la saison 2026-2027 :

Ligue 1 :
1re journée : 27, 28, 29 août 2026

Dernière journée de la phase aller (15e) : 31 décembre 2026

Première journée de la phase retour (16e) : 28, 29, 30 janvier 2027

Dernière journée (30e) : 27, 28, 29 mai 2027

Mise à jour de la Ligue 1 (phase aller) :

22 septembre : 2e journée

6 octobre : 3e journée

3 novembre : 8e journée

13 novembre : 9e journée
11 décembre : 13e journée
29 décembre : avancé 15e journée

Coupe d'Algérie :

32es de finale : 4, 5 et 6 décembre 2026

16es de finale : 18 et 19 décembre 2026

8es de finale : 22, 23, 24 janvier 2027

Quarts de finale : 26 et 27 février 2027

Demi-finales : 6 et 7 avril 2027

Dates FIFA :
Du 21 au 30 septembre 2026

Du 1er au 6 octobre 2026

Du 9 au 17 novembre 2026

Du 22 au 30 mars 2027.

RS/APS

ARTS PLASTIQUES

HOURIA MENAA EXPOSE « MÉMOIRES D'ALGÉRIE »

L'artiste-peintre Houria Menaa a inauguré, samedi dernier à Alger, une exposition de peintures intitulée « Mémoires d'Algérie », dans laquelle elle présente 77 œuvres de différents formats illustrant la richesse et la diversité du patrimoine culturel algérien.

Par Ikram Haou

Organisée à la galerie « Baya Mahieddine », au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria, cette exposition se poursuivra jusqu'au 1er août prochain, où sont présentées, pour la plupart, des œuvres récentes. Inspirés de l'héritage patrimonial et culturel de l'Algérie, ces tableaux se distinguent par leurs couleurs chatoyantes et leur grande luminosité. Selon l'artiste, les visiteurs sont invités à entreprendre un voyage culturel et historique mettant en valeur une Algérie unie et indivisible. Parmi les thématiques abordées figurent notamment « Les villes d'Algérie », « La Casbah », « Femmes d'Algérie », « Les Hammams », « Le Sud », « Les fleurs », « Les femmes traditionnelles », « Touaregs », « Paysages » et « Portraits ». À travers ces différentes œuvres, les visiteurs découvrent un mode de vie, une manière d'être, des scènes du quotidien, ainsi que des us et coutumes profondément liés à la tradition et à l'ancestralité.



Dans ce cadre, l'artiste a expliqué qu'elle peint à l'acrylique ou recourt à des techniques mixtes, dans le respect des codes du courant semi-figuratif, avec une démarche créative empreinte de modernité. Elle utilise également le contraste visuel entre des couleurs vives et éclatantes et des tons plus nuancés et variés, reposant sur la pureté d'un fond clair. Les visiteurs ont ainsi pu découvrir les différentes toiles de la collection «

Mémoires d'Algérie » et réfléchir aux multiples significations de ces œuvres, qui établissent un lien entre le passé et le présent. Pour rappel, l'artiste Houria Menaa est originaire de la wilaya de Guelma. Née en 1943, elle est médecin de formation et artiste-peintre autodidacte par passion. Elle a découvert l'univers de l'expression à travers le dessin, les formes et les couleurs dès son plus jeune âge. Elle a commencé à réaliser des ta-

bleaux au cours des années 1990, avec quelques œuvres figuratives, avant de voir son style s'affirmer progressivement et évoluer vers une expression plus moderne et contemporaine. Attachée au patrimoine algérien, cette artiste a déjà participé à de nombreuses expositions, individuelles et collectives, en Algérie comme à l'étranger, toutes inspirées de la richesse et de la diversité du patrimoine culturel algérien.

I.H

PRÉSERVATION DU PATRIMOINE OUARGLA VA CRÉER UN PARC CULTUREL RÉUNISSANT SIX WILAYAS DU SUD

Les premières rencontres préparatoires à la création d'un parc culturel regroupant six wilayas du Sud ont été lancées à Ouargla. Ce projet vise à protéger et à valoriser le patrimoine culturel, matériel et immatériel, tout en renforçant le développement durable de la région.

Les premières rencontres préparatoires à la

Par Hamida Indja

création d'un parc culturel regroupant six wilayas du Sud ont été lancées à Ouargla. Cette initiative a pour objectif de mettre en place une approche commune pour protéger et valoriser le patrimoine culturel, matériel et immatériel, des wilayas concernées, a indiqué dimanche la direction de la culture et des arts.

La première rencontre s'est tenue à la fin de la semaine dernière à la bibliothèque principale de lecture publique Mohamed-Tidjani de Ouargla. Elle a été présidée par le responsable chargé de la gestion de la direction de la culture de la wilaya d'Ouargla, Ahmed Kezzaoui, en coordination avec l'Office de promotion de la vallée du M'zab, basé à Ghardaïa.

Des représentants des directions de la culture des wilayas de Ghardaïa, El-Meniaa, Ouargla, Touggourt, El-Meghaïer et El-Oued ont participé à cette rencontre. Des représentants des secteurs du Tourisme, de l'Environnement, des Forêts, ainsi que de l'Office national de gestion des biens culturels sauvegardés, étaient également présents.

Le programme de cette rencontre comprenait plusieurs exposés techniques présentés par le directeur de l'OPVM, Kamel Ramdane. Il a expliqué la notion de parc culturel, ses objectifs, les différentes étapes de préparation du projet, la méthode d'élaboration du dossier technique et du rapport complet, ainsi que l'organisation interne des parcs culturels. Il a également présenté l'expérience de l'OPVM et celle du parc culturel des Aurès.



La rencontre a également été marquée par des communications portant sur les aspects juridiques et organisationnels liés à la préparation de ce projet. Les intervenants ont rappelé que les parcs culturels jouent un rôle important dans la protection du patrimoine culturel et naturel, la préservation des spécificités historiques et culturelles de la région, ainsi que leur valorisation au service du développement durable.

Les participants ont également échangé leurs expériences et leurs idées afin d'enrichir le projet. Ils ont insisté sur l'importance d'une bonne coordination entre les différents secteurs concernés et les six wilayas pour assurer une préparation efficace du parc culturel. Les organisateurs ont enfin annoncé que d'autres rencontres préparatoires seront organisées prochainement dans les wilayas de Ghardaïa et d'El-Oued afin de poursuivre les travaux liés à ce projet.

H.I

CENTENAIRE DE LA CRÉATION DE L'ETOILE NORD-AFRICAINE L'INESG ORGANISE UNE CONFÉRENCE

L'Institut national d'études de stratégie globale (INESG) a organisé, dimanche à Alger, une conférence à l'occasion du centenaire de la création du parti de l'Etoile nord-africaine (ENA), au cours de laquelle les participants ont mis en lumière les prémices de la création de ce parti au sein de l'émigration, ainsi que son rôle et sa contribution à la lutte du mouvement national pour mettre fin au colonialisme français en Algérie.

Dans son allocution, le directeur de l'Institut, Abdelaziz Medjahed, a mis l'accent sur l'importance de la célébration de cette étape historique, soulignant que le parti de l'ENA, fondé en 1926, avait été "la première organisation politique à avoir porté des perspectives et des dimensions nationales et à avoir revendiqué le recouvrement de la souveraineté et de la personnalité algériennes".

Il a mis en avant "le rôle de l'élite d'avant-garde qui a constitué l'ENA et qui a tiré les enseignements de la Première Guerre mondiale ainsi que de toutes les expériences qu'a connues l'Algérie depuis 1830 dans la résistance au colonialisme français", appelant à s'intéresser à l'histoire de ce parti qui a réussi à mettre en place "un courant politique indépendantiste".

Dans sa communication, le Pr Mustapha Sadaoui a évoqué les circonstances de la formation de l'élite nationale du premier parti algérien créé au sein de l'émigration, soulignant que "le lien commun entre les élites du parti est l'expérience de l'émigration, qui a réuni des militants issus des quatre coins du pays". Le professeur Mouloud Aouimeur a, quant à lui, abordé la question de l'Etoile nord-africaine à travers les écrits historiques français.

R.C

LA FRANÇA-FRIQUE

UN CONCEPT TEINTÉ DE RACISME ET DE MÉPRIS

(5/5)

En 2019, un dossier, dont le titre est « L'actualité de Lyautey », lui est même consacré dans la Revue militaire générale, laquelle est éditée par le Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC), qui est un département du ministère des Armées.

Par Bosse Ndoye
In mondialisation.ca,
03 juillet 2026

Le général Pascal Facon, directeur de ce centre, à cette époque, qui prendra plus tard le commandement de l'opération Barkhane, parle dans son éditorial d'un « Maréchal de France, qui continue à inspirer les chefs militaires et ceux qui ont la lourde tâche de les aider à décider. »

En sus, l'africaniste d'extrême droite, Bernard Lugan – « conseiller Afrique » d'Éric Zemmour lors de l'élection présidentielle française de 2022, véritable nostalgique du temps béni des colonies, qui a une vision racialisée du continent noir – fait office de maître-penseur et de référence pour nombre d'officiers de l'armée tricolore, en particulier dans les troupes de marine. Citant le journaliste Rémi Carayol, Raphaël Granvaud rapporte que: «Lorsqu'il commandait l'opération Barkhane entre juillet 2018 et juillet 2019, le général Blachon avait pris l'habitude, au quartier général de N'Djaména, d'imprimer en plusieurs exemplaires (L'Afrique réelle), publication mensuelle de Lugan), de la distribuer à son équipe et même de s'en servir pour animer les briefings.»

En définitive, la présence tenace d'un impensé colonial, la nostalgie d'une certaine grandeur réelle ou fantasmée perdue, le refus obstiné de jeter un regard objectif sur certains événements historiques, de les étudier froidement, l'importante avancée des idées d'extrême droite dans la société hexagonale, le refus de toute idée de repentance, considérée comme un aveu de faiblesse et la persistance de certains hommes politiques tricolores à vouloir faire l'histoire à la place des spécialistes... rendent la résolution de la question relative au passé colonial français encore plus difficile, sinon aporétique.

Or, en refusant de jeter un regard critique sur ce passé ou en le glorifiant, la France continuera certainement sa politique (françafricaine) de domination condescendante, paternaliste et raciste envers plusieurs de ses anciennes colonies en Afrique au Sud du Sahara: les deux sont liés. Et les pays qui tenteront de se défaire de son étreinte, comme ceux de l'AES, pourraient être exposés de sa part à toutes sortes de pressions et de tentatives de déstabilisation. Frantz Fanon disait que: «L'histoire montre que nulle nation colonialiste n'accepte de se retirer sans que toutes ses possibilités de maintien n'aient été épuisées.» Cette remarque est aussi valable pour les puissances néocoloniales, notamment pour la France, qui s'accroche à ses anciennes colonies en Afrique au Sud du Sahara tel un naufragé à sa bouée de sauvetage. Mais les temps ont changé. Et non seulement elle n'a plus les moyens de ses ambitions, mais pour ces pays il existe un contexte international plus favorable au multilatéralisme, et partant à de nouvelles alliances. De plus, les moyens de communications sont devenus plus accessibles, les populations africaines sont de plus en plus conscientisées, informées et préoccupées par ce qui se passe dans leurs pays, et il y a un vent de luttes pour les «secondes indépendances» qui souffle sur le continent.

B.N

RÉFÉRENCES

L'EMPIRE QUI NE VEUT PAS MOURIR – UNE HISTOIRE DE FRANÇA-FRIQUE, P.22, THOMAS DELTOMBE (ŒUVRE COLLECTIVE SOUS LA DIRECTION DE THOMAS BORREL, AMZAT BOUKARI-YABARA, BENOÎT COLLOMBAT, THOMAS DELTOMBE)



FRÉDÉRIC LEJEAL, LE DÉCLIN FRANCO-AFRICAIN, L'IMPOSSIBLE RUPTURE AVEC LE PACTE COLONIAL, NOUVELLE ÉDITION, L'HARMATTAN, 2022, P.39

FOCCART PARLE, ENTRETIENS AVEC PHILIPPE GAILLARD 2, ÉDITIONS FAYARD, 1997.

CHARLES ONANA, QUAND L'AFRIQUE BASCULE, POURQUOI LES AFRICAINS REJETENT LA FRANCE ET L'OCCIDENT, LES VRAIS RAISONS DU DIVORCE, ÉDITIONS L'ARTILLEUR, P.301

DE LA FRANÇA-FRIQUE À LA MAFIA-FRIQUE, FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE, P.P : 9-10

L'EMPIRE QUI NE VEUT PAS MOURIR, UNE HISTOIRE DE LA FRANÇA-FRIQUE, P.14, SOUS LA DIRECTION DE THOMAS BORREL, AMZAT BOUKARI-YABARA, BENOÎT COLLOMBAT, THOMAS DELTOMBE

JEAN-PIERRE DOZON, FRÈRES ET SUJETS, LA FRANCE ET L'AFRIQUE EN PERSPECTIVE, FLAMMARION 2003

FRÉDÉRIQUE MOUZER, CHARLES ONANA, UN RACISME FRANÇAIS, PRÉFACE DE KOFFI YAMGANE (ANCIEN MINISTRE) LE COMMUNAUTARISME BLANC MENACE LA RÉPUBLIQUE (POSTFACE JEAN-MICHEL BELORGERY, CONSEIL D'ÉTAT, ÉDITIONS DUBOIRIS, P.39

RENÉ NABA : À PROPOS DU RÔLE POSITIF DE LA COLONISATION : [HTTPS://WWW.RENENABA.COM/A-PROPOS-DU-ROLE-POSITIF-DE-LA-COLONISATION/](https://www.renenaba.com/a-propos-du-role-positif-de-la-colonisation/)

L'HISTOIRE DES ZOOS HUMAINS, DU DÉBUT DU XIXE À L'ENTRE-DEUX-GUERRES | INA HISTOIRE [HTTPS://WWW.YOUTUBE.COM/WATCH?V=CA4K1-WWAXC](https://www.youtube.com/watch?v=CA4K1-WWAXC)

LE TOUR DE LA FRANCE PAR DEUX ENFANTS, ÉDITIONS TAILLANDIER, 2012, P.184

*PDF_BROCHURE_DE_L'ARMEE_COLONIALE_A_L_ARMEE_NEOCOLONIALE.PDF, RAPHAËL GRANVAUD, DE L'ARMÉE COLONIALE À L'ARMÉE NÉOCOLONIALE (1830-1990)

JULIEN FARGETAS : LES TIRAILLEURS SÉNÉGALAIS DANS LA SECONDE GUERRE MONDIALE, HISTOIRE GLOBALE DE LA FRANCE COLONIALE, SOUS LA DIRECTION DE NICOLAS BANCEL, PASCAL BLANCHARD, SANDRINE LEMAIRE ET DOMINIC THOMAS, PHILIPPE REY, 2022, P.464

MAME-FATOU NIANG, DES PARTICULARITÉS FRANÇAISES DE LA NÉGROPHOBIE, EXTRAIT DE RACISMES DE FRANCE, SOUS LA DIRECTION DE OUMAR SLAOUTI ET OLIVIER LE COUR GRANDMAISON, CAHIERS LIBRES 2020, LA DÉCOUVERTE, P.153

FRANTZ FANON, LES DAMNÉS DE LA TERRE, PRÉFACE DE JEAN-PAUL SARTRE (1961), PRÉFACE D'ALICE CHERKI ET POSTFACE DE MOHAMMED HARBI (2002), LA DÉCOUVERTE/POCHE 2016, P.31

JEAN ZIEGLER, LA HAINE DE L'OCCIDENT, PRÉFACE INÉDITE, ALBIN MICHEL, 2008, P.31

POUR LA RÉVOLUTION AFRICAINE, ÉCRITS POLITIQUES, LA DÉCOUVERTE, FRANTZ FANON, P.P. 48-49 FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE, PHILIPPE HAUSER, AU MÉPRIS DES PEUPLES, LE NÉOCOLONIALISME FRANCO-AFRICAIN, LA FABRIQUE ÉDITIONS 2004, P.42

THOMAS BORREL, AMZAT BOUKARI-YABARA, BENOÎT COLLOMBAT, THOMAS DELTOMBE: OP. CIT. P.27 FOCCART PARLE, ENTRETIENS AVEC PHILIPPE GAILLARD 1, OP. CIT. P.P :217-218

IBID. HIER, LA BELGIQUE A PRÉSENTÉ SES EXCUSES SOLENNELLES AU CONGO (RMC) : [HTTPS://WWW.YOUTUBE.COM/WATCH?V=PMTT5WJU](https://www.youtube.com/watch?v=PMTT5WJU) TANGI BIHAN ET KEÏSHA CORANTIN: EN EUROPE, DES AVANCÉES TIMIDES SUR LES CRIMES COLONIAUX 2/2 : [HTTPS://AFRIQUEXXI.INFO/EN-EUROPE-DES-AVANCEES-TIMIDES-SUR-LES-CRIMES-COLONIAUX](https://afriquexxi.info/en-europe-des-avancees-timides-sur-les-crimes-coloniaux)

IBID. PAUL GILROY, CITÉ PAR FRANK LAO, DÉCOLONISONS-NOUS, ÉDITIONS JCLATTÉS 2023, P.198

PASCAL BLANCHARD, NICOLAS BANCEL, SANDRINE LEMAIRE, LA FRACTURE COLONIALE, LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE AU PRISME DE L'HÉRITAGE COLONIAL, LA DÉCOUVERTE, 2005, P.13

DE LA DÉMOCRATIE EN FRANÇA-FRIQUE, UNE HISTOIRE DE L'IMPÉRIALISME ÉLECTORAL, FANNY PIGEAUD ET NDONGO SAMBA SYLLA, P.8

L'EMPIRE QUI NE VEUT PAS MOURIR, UNE HISTOIRE DE LA FRANÇA-FRIQUE, P.473, SOUS LA DIRECTION DE THOMAS BORREL, AMZAT BOUKARI-YABARA, BENOÎT COLLOMBAT, THOMAS DELTOMBE

JACQUES GODFRAIN, AFRIQUE NOTRE AVENIR, MICHEL LAFON 1998, P.16

14 DÉCEMBRE 2025: PREMIÈRE JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LE COLONIALISME SOUS TOUS CES FORMES ET MANIFESTATIONS: [HTTPS://LA1ERE.FRANCEINFO.FR/GUADELOUPE/14-DECEMBRE-2025-PREMIERE-JOURNEE-INTERNATIONALE-CONTRE-LE-COLONIALISME-SOUS-TOUS-SES-FORMES-ET-MANIFESTATIONS-1652783.HTML](https://la1ere.franceinfo.fr/guadeloupe/14-decembre-2025-premiere-journee-internationale-contre-le-colonialisme-sous-tous-ces-formes-et-manifestations-1652783.html) [HTTPS://WWW.LEMONDE.FR/POLI-](https://www.lemonde.fr/poli-)

TIQUE/ARTICLE/2019/02/15/A-BORDEAUX-LA-RUE-FRANTZ-FANON-ATTENDRA_5423968_823448.HTML

ADAMS SHATZ, FRANTZ FANON, UNE VIE DE RÉVOLUTION, LA DÉCOUVERTE, MARS 2024

À BORDEAUX, FRANTZ FANON N'AURA FINALEMENT PAS DE RUE À SON NOM FRANCE TVINFO: [HTTPS://LA1ERE.FRANCETVINFO.FR/GUADELOUPE/BORDEAUX-FRANTZ-FANON-N-AURA-FINALEMENT-PAS-RUE-SON-NOM-678047.HTML](https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/bordeaux-frantz-fanon-n-aura-finalement-pas-rue-son-nom-678047.html)

ODILE TOBNER, DU RACISME FRANÇAIS, QUATRE SIÈCLES DE NÉGROPHOBIE, LES ARÈNES, P.201 [HTTPS://WWW.LIBERATION.FR/COTNRE-JOURNAL/2008/04/21/SARKOZY-L-ANTI-CESAIRE_70091/](https://www.liberation.fr/cotnre-journal/2008/04/21/sarkozy-l-anti-cesaire_70091/)

[HTTPS://WWW.VIE-PUBLIQUE.FR/DISOURS/166610-DECLARATION-DE-M-NICOLAS-SARKOZY-PRESIDENT-DE-LUMP-LANNONCE-DE-SO](https://www.vie-publique.fr/discours/166610-declaration-de-m-nicolas-sarkozy-president-de-lump-lannonce-de-so)

LIBÉRATION: COLONISATION, EMMANUEL MACRON À L'ALGÉRIE:«JE N'AI PAS À DEMANDER PARDON, CE N'EST PAS LE SUJET.»: [HTTPS://WWW.LIBERATION.FR/POLITIQUE/EMMANUEL-MACRON-A-LALGERIE-JE-NAI-PAS-A-DEMANDER-PARDON-CE-N'EST-PAS-LE-SUJET-20230111_QVNLYS4GFBZ7PKJLKGW](https://www.liberation.fr/politique/emmanuel-macron-a-lalgerie-je-nai-pas-a-demander-par-don-ce-cest-pas-le-sujet-20230111_QVNLYS4GFBZ7PKJLKGW)

X6WTFV/ RAPHAËL GRANVAUD, DE L'HUILE SUR LE FEU, LA FRANCE ET LA GUERRE CONTRE LE TERRORISME EN AFRIQUE, LUX ÉDITEUR 2024, P.311

RÉMI CARAYOL, LE MIRAGE SAHÉLIEN, LA FRANCE EN GUERRE EN AFRIQUE, SERVAL, BARKHANE ET APRÈS? ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE 2023, P.41

OP. CIT. P.40 OP. CIT. P.43 OP. CIT. P.44

RAPHAËL GRANVAUD, DE L'HUILE SUR LE FEU, LA FRANCE ET LA GUERRE CONTRE LE TERRORISME EN AFRIQUE,, LUX ÉDITEUR, 2024, P.142

FRANTZ FANON, POUR LA RÉVOLUTION AFRICAINE, OP. CIT. P.173

BOSSE NDOYE, CONTRIBUTEUR [HTTPS://WWW.MADANIYA.INFO/](https://www.madaniya.info/) ÉCRIVAIN SÉNÉGALAIS. DIPLÔMÉ EN ANGLAIS À L'UNIVERSITÉ CHEIKH-ANTA-DIOP DE DAKAR, EN ADMINISTRATION PUBLIQUE À L'UNIVERSITÉ PARIS XII, EN DROIT PUBLIC ET PRIVÉ DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES À L'UNIVERSITÉ D'ÉVRY-VAL-D'ES-SONNE. AUTEUR DE : L'ÉNIGMATIQUE CLÉ SUR L'IMMIGRATION, UNE AMITIÉ, DEUX TRAJECTOIRES, LA RANÇON DE LA FACILITÉ, L'ÉTAT DÉBALLE TOUT.

ENTRENOUS



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

VIRÉE À MAZOUNA : ENTRE MÉMOIRE ET OUBLI

Il y a des villes que l'on visite, et d'autres que l'on ressent.

C'est en marge d'un déplacement aux grottes des enfumades de Ghar El Frachich, haut lieu de mémoire de la résistance algérienne du XIX^e siècle, que j'ai eu l'occasion de découvrir Mazouna.

Cette étape s'est révélée être bien davantage qu'une simple halte. Accrochée aux pentes du Dahra, cette ancienne cité savante de l'Ouest algérien laisse au visiteur une impression durable, tant son passé demeure vivant dans ses pierres, ses ruelles et son paysage.

Pendant des siècles, Mazouna fut un centre politique, religieux et intellectuel de premier plan. Fief des berbères Maghraoua d'abord, puis première capitale du Beylik ottoman de l'Ouest au XVI^e siècle, elle rayonnait bien au-delà du Dahra grâce à sa célèbre médersa et à ses écoles qui attiraient des étudiants de tout le pays, et même d'au-delà. Lorsque Jacques Berque (originaire de Frenda) la visita dans les années 1970, il y retrouva l'âme d'une vieille cité maghrébine où savoir, spiritualité et vie urbaine formaient un ensemble harmonieux.

Cinquante ans plus tard, force est de constater que le visiteur que je suis est partagé entre admiration et inquiétude.

Une certaine mythologie locale, portée par les anciens habitants de la Médina, décrit une ville historiquement découpée en quatre quartiers distincts, selon une typologie ethnique (Andalous, Berbères, Koulouglis et Juifs)*. Pourtant, ni Jacques Berque ni le géographe Djilali Sari ne décrivent une telle ségrégation communautaire. Au contraire, Mazouna se caractérise par une histoire so-



ciale complexe, faite de strates et de circulations humaines. Comme le soulignent les travaux du linguiste Farouk Bouhadiba, la cité s'inscrit dans un espace ancien de contact et de métissage, perceptible dans le parler local, les traditions et une toponymie qui rappelle l'enracinement berbère du Dahra. Ce patrimoine immatériel témoigne à l'évidence d'une longue cohabitation mutuellement enrichissante.

Cette configuration sociale s'est coulée dans un site défensif remarquable : la vieille cité s'est en effet établie sur un éperon rocheux, ensermée naturellement par les ravins abrupts de l'Oued Sidi Adda et de l'Oued Ouled El-Hadj, dont la confluence dessine les contours d'une place forte naturelle quasi impenable.

Aujourd'hui, les ruelles étroites serpentent toujours entre les de-

meures anciennes, et les façades traditionnelles rappellent le raffinement architectural d'autrefois.

Mais le temps et l'exode ont laissé leur empreinte. La Médina s'est peu à peu vidée d'une partie de ses habitants. Ses quartiers historiques sont souvent désignés sous le terme d'« El Hofra » (« le trou »), une appellation teintée de condescendance utilisée par les résidents des nouveaux quartiers. Comme nous le rappelle avec une pointe d'amertume notre hôte et guide, M. Abed Belghoraf, un enseignant désormais en retraite, qui s'occupe aujourd'hui de ses parcelles de terrain extra-muros, cette perception est reçue comme un véritable déchirement par les Mazounis de souche, profondément attachés à la dignité de leur vieille cité.

De nombreuses maisons sont fermées, abandonnées ou en ruine, tandis que l'urbanisation moderne

modifie progressivement le visage de ce qui fut l'un des principaux foyers culturels de l'Ouest algérien. Cet abandon menace également un trésor inestimable : des collections privées et des mosquées conservent encore des manuscrits et documents anciens, malheureusement insuffisamment inventoriés et protégés.

Dès lors, une question s'impose : comment préserver cet héritage ?

Il est difficile de comprendre qu'une cité aussi cruciale pour l'histoire de l'Algérie ne dispose toujours pas d'un musée. Les lieux pour l'accueillir ne manquent pourtant pas. Une ancienne école de l'époque coloniale, aujourd'hui désaffectée, pourrait par exemple être réhabilitée. Ce lieu deviendrait un espace dédié à l'histoire de Mazouna, à sa médersa, à ses savants et à ses précieux manuscrits.

Un tel projet, suggéré par notre ami de Miliana Lotfi Kb qui mène un combat admirable avec son association les amis de Miliana, pour sortir la ville de l'anonymat, contribuerait non seulement à sauvegarder cette mémoire, mais aussi à renforcer l'attractivité touristique de la région. Pour cela, il faudrait qu'une dynamique locale réunisse enfin citoyens, associations, chercheurs et institutions.

Mazouna mérite plus qu'un regard nostalgique. Elle mérite d'être étudiée, protégée et valorisée. Car lorsqu'une vieille cité perd ses maisons, ses archives et sa mémoire, c'est une part de notre histoire collective qui s'efface.

Publié sur Facebook par Farid Ghili dans Histoire et Patrimoine de l'Algérie, le 9 juillet 2026

NOTRE DAME DE SANTA CRUZ, ENTRE MYTHE ET RÉALITÉ

Lors de la terrible épidémie de choléra dans les années 1847, suite à une sécheresse dramatique de plusieurs mois, condamnant les populations d'Oran à des conditions de survie précaires, privation d'eau, de nourriture... ravageant la ville depuis des semaines et emportant la région avec une cruauté sans pareil, Monseigneur l'Evêque d'Oran pris l'initiative de mener en procession la statue de la Vierge suivie par toute la ville jusqu'au sommet de la colline d'Oran, nommée Mont de Murdjajdo.

Toute la foule implorait la Sainte Vierge pour la voir ramener la pluie par sa bonté. Suite à cette procession, la pluie se mit à tomber à nouveau et le choléra quitta la ville d'Oran ainsi que la région. En hommage à ces miracles, une chapelle fut construite sur la colline au pied du fort de Santa Cruz.

La colline est appelée communément Santa Cruz, à cause du fort du même nom, bâti par les Espagnols au 15^e siècle pour protéger la ville. Cette chapelle accueillait la Statue de la procession bénéfique, en son sommet. Malheureusement, frappée par la foudre à plusieurs reprises, il fallut abriter la vraie statue ouvragée en bois à l'intérieur et faire installer une copie à l'extérieur. Les vues d'Oran sont souvent présentées sous

la protection de Notre Dame de Santa Cruz, patronne de la ville. Chaque année à l'Ascension, les Oranais et leurs voisins (10 000 personnes) partaient escalader ces sentiers pour Le pèlerinage, certains faisaient le voeu de grimper les sentiers rocailloux sur les genoux et le faisaient en implorant une grâce surtout pendant les guerres. Familles rassemblées par cette marche, enfants emplis de joie, rires, patés de frita, et messe solennelle au sommet constituaient les images les plus colorées et heureuses de l'Année religieuse. L'allégresse de cette journée toujours mémorable trouve un écho formidablement immédiat dans les récits de ses acteurs ! La Statue de Notre Dame de Santa Cruz a été rapatriée avec grand soin à Nîmes où une véritable chapelle fût installée dans une grotte. C'est désormais un lieu de pèlerinage qui revêt également une mission de rassemblement fraternel. A noter les plaques nombreuses dédiées à la Sainte Vierge d'Oran pour la remercier de ses miracles, et scellées sur les parois de cette grotte, saisissant le passant.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 11 juillet 2026

UNE PENSÉE POUR LYAZID KHODJA

Décédé le 11 juillet 2021 à l'âge de 76 ans. Le cinéaste Lyazid Khodja fut aussi producteur et directeur de la filmathèque Mohamed-Zinet de l'Office Ryad El Feth.

Né à M'Sila, en 1945, Lyazid Khodja a fait partie de la première promotion de l'Institut de Cinéma d'Alger (de 1964 à 1966) avant de poursuivre ses études en France. Après quelques expériences en France, il revient en Algérie et entre à la faculté pour suivre des études de sociologie. Il obtient, en 1973, une licence à la faculté de Lettres et de Sciences Sociales d'Alger.

Auteur de plusieurs courts-métrages il s'implique dès lors totalement dans le développement du cinéma. Il est successivement moniteur dans les films "Les Hors la loi" de Tewfik Fares et "Nahla" de Farouk Belloufa en 1978, producteur du film "Les Enfants de Néon" de Brahm Tsaki, en 1990 puis réalisateur de "l'Insoumis" co-réalisé avec Rachid Benallal en 2006. Actif dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel Lyazid Khodja était également exploitant indépendant de la salle de la filmathèque Mohamed-Zinet de l'Office Ryad El Feth qui a souvent abrité des cycles thématiques, des événements cinématographiques, des ciné-clubs et des projections-débats. Paix à son âme.



Publié sur Facebook par A.HAMMOUCHE, dans le Journal des artistes, le 10 juillet 2025



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
03:44	12:54	16:43	20:06	21:48

UNIVERSITÉ DJILLALI LIABÈS

UNE JOURNÉE DE FORMATION SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDITION ACADÉMIQUE ET SCIENTIFIQUE

Une journée de formation au profit des rédacteurs en chef et des responsables des revues scientifiques a été organisée, dimanche à l'université Djillali Liabès de Sidi Bel-Abbes, dans le but de développer l'édition académique et de promouvoir la visibilité de la recherche scientifique, a-t-on appris auprès des organisateurs. Les activités de cette rencontre technique, encadrée par le sous-directeur de l'information et des indicateurs scientifiques et techniques au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr Hakim Harik, ont porté sur les mécanismes et techniques de promotion des revues.

Dans ce contexte, le recteur de l'université, le Pr Bouziani Merahi, a souligné que "cette journée de formation s'inscrit en droite ligne avec la stratégie du ministère de tutelle visant à faire de l'université une

locomotive de développement et à garantir la qualité des résultats de la recherche scientifique".

Il a également mis en exergue que "la promotion des revues scientifiques locales et leur classement à l'échelle internationale sont désormais une nécessité absolue pour renforcer la visibilité de l'université algérienne et sa position dans les classements mondiaux". Pour sa part, le sous-directeur de l'information et des indicateurs scientifiques et techniques au ministère, Pr Hakim Harik, a précisé que "l'objectif fondamental de cet atelier est d'accompagner techniquement les comités de rédaction et de surmonter les



obstacles logiciels auxquels ils font face", ajoutant que "le ministère s'attèle à fournir tous les outils numériques modernes pour garantir la conformité des revues

nationales avec les standards internationaux et les critères rigoureux adoptés par les plus grandes bases de données, à l'instar de Scopus". Il a, en outre, indiqué que cette démarche

stratégique, qui s'inscrit dans le cadre des orientations de la Commission nationale de promotion de la visibilité et du classement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, vise à doter les comités de rédaction des revues des derniers logiciels et mécanismes techniques de gestion des contenus scientifiques destinés à la publication, en

conformité avec les normes internationales rigoureuses.

De son côté, la vice-rectrice de l'université chargée de la visibilité de l'établissement, Pr Chahinez Kandouci, a souligné que "l'ouverture sur l'environnement international passe impérativement par la passerelle de l'édition numérique rigoureuse", assurant que ses services veillent au suivi minutieux de l'application des recommandations issues de cette rencontre, de manière à garantir un bond qualitatif des indicateurs de visibilité de l'université de Sidi Bel-Abbes.

Cette rencontre a constitué un espace interactif ayant permis l'échange d'expériences de terrain entre les différents acteurs et le dépassement des obstacles techniques, afin d'élever la qualité de la production

scientifique algérienne et d'accroître les chances d'indexation et de classement de ces revues dans les plus grandes bases de données et index mondiaux reconnus, tels que Scopus et Web of science.

L'atelier a été couronné par un débat fructueux et des recommandations pratiques axées principalement sur la nécessité de pérenniser ces sessions de formation et de fournir un soutien technique et logistique continu aux équipes de rédaction, étant donné que "les revues scientifiques rigoureuses constituent la véritable vitrine reflétant la performance académique et le classement international de l'université Djillali Liabès et sa position dans les classements mondiaux".

RA

BLIDA

PORTES OUVERTES SUR LA SÛRETÉ NATIONALE

Des journées portes ouvertes consacrées à la Sûreté nationale ont débuté dimanche soir dans la wilaya de Blida, dans le but de rapprocher les différents services de sécurité des citoyens et de leur permettre de s'informer sur les progrès réalisés par ce corps de sécurité.

A l'occasion de la célébration du 64e anniversaire de la création de la Police algérienne, coïncidant avec le 22 juillet de chaque année, les services de sécurité de la wilaya organisent, à partir de ce dimanche et pendant trois jours, des journées portes ouvertes visant à renforcer le principe de la police de proximité et à rapprocher les citoyens des différents services de sécurité qui veillent à leur sécurité et à leurs biens.

Selon les organisateurs, cette manifestation d'information se déroule sur la place publique du centre-ville, à proximité du siège de la commune, et se organise le 14 juillet prochain sur la place publique de la commune de Boufarik, puis le 16 juillet dans la commune de Bouinan.

Cette initiative a permis au public de découvrir les missions et le fonctionnement des différents services de police, ainsi que l'évolution de corps constitué, désormais doté de moyens logistiques et techniques modernes. Ces journées portes ouvertes comprenaient plusieurs stands présentant les différents services opérationnels de la police, notamment la sécurité publique, la police judiciaire ou encore le service des ressources humaines.

Le stand du service des ressources humaines a connu une affluence remarquable de jeunes souhaitant intégrer la police pour obtenir des renseignements sur les conditions de recrutement et les formations disponibles. Les responsables de ce service leur ont fourni des explications détaillées.

Les services ont également présenté les différents supports de communication gratuits mis à la disposition des citoyens pour signaler des faits ou demander de l'aide, comme les numéros verts et l'application "Allo Police".

RA

TENUE D'UN SÉMINAIRE À ALGER

LES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET LEURS APPLICATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le thème des énergies renouvelables et leurs applications environnementales, notamment dans l'économie circulaire dans les pays arabes, a été au centre d'un séminaire organisé dimanche à Alger, où les participants se sont attelés à l'examen du renforcement de la coopération en matière de qualité de l'air et de veille sanitaire, tout en mettant en avant le rôle pionnier et les capacités de l'Algérie dans la recherche et le développement liés aux énergies renouvelables. Cette rencontre scientifique de deux jours, a connu la participation de représentants d'universités, de centres de recherche et d'organismes nationaux arabes ainsi que des institutions de recherche internationales.

Elle vise à échanger les expertises pour développer des solutions durables au traitement des déchets médicaux et dangereux, et à encourager la recherche scientifique et l'innovation et à renforcer la coopération entre les établissements académiques et de recherche arabes.

L'organisation de cet événement a été initiée par l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et

les sciences (ALECSO), en collaboration avec la Commission nationale algérienne pour l'éducation, la science et la culture relevant du ministère de l'Éducation nationale, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT) et le Centre de recherche en technologie des semi-conducteurs pour l'énergie (CRTSE).

A l'ouverture des travaux, le directeur du CRTSE, Salim Hassani, a évoqué les défis environnementaux auxquels est confrontée la région arabe, soulignant que l'Algérie dispose d'une expérience pionnière et de compétences avérées dans le suivi environnemental, la gestion des déchets et la veille sanitaire.

De son côté, le directeur de la science et de la recherche scientifique à l'ALECSO, Mohamed Sanad Abu-Darwich, a salué le leadership de l'Algérie, rappelant l'inscription du CRTSE sur la liste de l'ALECSO des centres arabes de référence d'excellence pour la session 2025-2026, un classement qui témoigne, a-t-il dit, de la "qualité de

la recherche réalisée et le rôle du centre en faveur de la recherche scientifique arabe". Après avoir souligné l'importance du thème de la rencontre, le directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique, Mohamed Bouhicha, a mis l'accent sur le rôle de sa direction dans la promotion de la recherche appliquée et l'intégration du secteur économique.

A cette occasion, le SG de la Commission nationale algérienne pour l'éducation, la science et la culture, Djelloul Ben Anaya, a estimé que cette distinction du CRTSE reflète les progrès scientifiques du pays et le rôle de la commission dans le soutien aux politiques publiques éducatives et scientifiques.

Les travaux devraient déboucher sur une série de recommandations visant à booster la recherche, à développer l'usage des énergies renouvelables et à promouvoir le traitement durable des déchets dangereux dans le monde arabe, contribuant ainsi au soutien des efforts de développement dans les pays arabes.

R.Env